

+

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Juridiques)

Soutenue le Vendredi 7 Mars 1913, à 4 h. 1/2 de l'après-midi

devant la FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Des Poursuites Disciplinaires contre les Officiers Ministériels

PAR

Georges PATRIMONIO

AVOCAT AU BARREAU DU HAVRE

Jury de la Thèse :

PRÉSIDENT.....	M. TISSIER,	} Professeurs à la Faculté de Droit de Paris.
JUGES	{ MM. LE POITTEVIN, GARÇON,	

LE HAVRE

Imprimerie du Journal LE HAVRE (O. RANDOLET, imprimeur)

35, RUE FONTENELLE, 35

1913

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Juridiques)

Soutenue le Vendredi 7 Mars 1913, à 4 h. 1/2 de l'après-midi

devant la FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Des Poursuites Disciplinaires contre les Officiers Ministériels

PAR

Georges PATRIMONIO

AVOCAT AU BARREAU DU HAVRE



Jury de la Thèse :

PRÉSIDENT	M. TISSIER,	} Professeurs à la Faculté de Droit de Paris.
JUGES	MM. LE POITTEVIN,	
	GARÇON,	

LE HAVRE

Imprimerie du Journal LE HAVRE (O. RANDELET, imprimeur)

35, RUE FONTENELLE, 35

1913

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

Parmi les règles qui régissent l'organisation judiciaire de notre pays, la discipline judiciaire joue un rôle des plus importants. Elle est en effet l'une des conditions primordiales de l'ordre public. C'est elle qui assure l'intégrité de la magistrature, la dignité et la probité de tous les auxiliaires de la Justice. Et cependant nous sommes obligés de reconnaître que le législateur ne l'a pas toujours traitée avec l'attention qu'elle méritait. Dès que l'on examine les règles qui ont été posées sur la question, l'on se trouve en présence d'une foule de problèmes qui n'ont pas été résolus par la loi et auxquels l'on est obligé de donner une solution, soit en se basant sur l'interprétation de la jurisprudence, soit même en empruntant les principes à appliquer à des textes qui n'ont nullement été rédigés pour les matières disciplinaires.

Cette diversité tient non seulement à la manière dont le législateur a réglé séparément la discipline des magistrats et celles des auxiliaires de la justice, mais encore à la façon dont il s'y est pris pour organiser la discipline, en indiquant dans des textes différents les règles applicables à chaque corps d'offi-

ciers ministériels. Cela tient également au souci qu'il a eu de faire juger les faits moins graves, lorsqu'il s'agit des officiers ministériels, par cette sorte de Tribunal de famille que constituent les Chambres de Discipline. Cela tient enfin à cette raison historique, que déjà dans l'ancien droit, les ordonnances, les édits, les déclarations et les règlements avaient tracé séparément les règles disciplinaires applicables à chaque corps.

Parmi tous les principes relevant de la Discipline Judiciaire, il faut faire une place à part à ceux qui régissent les officiers ministériels.

Ceux-ci sont, en effet, les dépositaires des intérêts les plus graves des particuliers, il importe que leur probité, leur dignité, soient exemptes de tout soupçon vis-à-vis de toutes personnes. De là, la nécessité d'appliquer aux fautes dont ils se rendent coupables des peines de nature à les mettre en garde contre leur faiblesse, s'il ne s'agit que d'un écart passager, de nature à les priver du droit d'exercer leurs fonctions, s'il s'agit de faits tels que l'officier ministériel qui s'en est rendu coupable ne soit plus susceptible d'inspirer au public la confiance indispensable dont il doit être investi. Si telle est la nécessité qui s'impose d'avoir une discipline stricte en ce qui concerne la conduite des officiers ministériels, encore faut-il que ces derniers ne soient pas à tout instant exposés à être les victimes d'un pouvoir arbitraire. De là l'obligation, plus importante en matière de discipline qu'en toute autre matière, d'avoir des règles de compétence et de procédure nettement tracées et dont les juridictions chargées d'appli-

quer les peines ne devraient jamais s'écarter. L'officier ministériel doit, en effet, avoir la double garantie d'être jugé par le Tribunal le plus à même de statuer sur son cas, et, devant ce Tribunal, de pouvoir se prévaloir de tous les principes qui sont de nature à lui permettre de présenter utilement sa défense. Or, s'il est une matière que le législateur a particulièrement négligée, c'est bien celle de la compétence et de la procédure en matière de discipline. Le but que nous nous sommes proposé a été de rechercher, d'abord dans les textes, à défaut de textes dans les auteurs et dans les décisions de jurisprudence, toutes les règles de compétence et de procédure applicables aux matières disciplinaires, de les préciser et d'en faire ressortir les bases juridiques, en un mot de ramener autant que possible à l'unité toute la série des dispositions éparses qui régissent la discipline des corporations de notaires, d'avoués et d'huissiers.

CHAPITRE I^{er}

Définition de l'action disciplinaire. — Son indépendance vis-à-vis de l'action pénale et de l'action publique. — Conséquences de cette indépendance en ce qui concerne l'autorité de la chose jugée.

1^o DÉFINITION.

On entend par action disciplinaire l'action exercée contre les officiers ministériels qui se sont rendus coupables d'une faute pouvant rejaillir sur le corps auquel ils appartiennent, et qui a pour but l'application d'une peine destinée à sauvegarder la dignité et la considération de ce corps.

2^o DE L'INDÉPENDANCE DE L'ACTION DISCIPLINAIRE VIS-A-VIS DE L'ACTION PÉNALE ET DE L'ACTION CIVILE.

L'action pénale est celle qui est exercée par le Ministère public au nom de la société et qui a pour but l'application des peines prévues par la loi pour la répression des faits illicites, crimes, délits ou contraventions, qui apportent un trouble à l'ordre public. Elle s'exerce devant les Tribunaux répressifs.

L'action civile se distingue de l'action pénale en ce qu'elle n'a pas pour but l'intérêt général de la société, mais l'intérêt privé d'un individu. Elle tend à procurer à

un particulier la réparation du préjudice qui lui a été causé injustement par autrui. Elle conduit non plus à l'application d'une peine prononcée dans l'intérêt de l'Etat, mais à l'allocation de dommages-intérêts qui doivent correspondre à l'étendue du dommage subi par la partie qui les réclame. Elle s'exerce devant les Tribunaux civils.

L'action disciplinaire n'a pour objet ni l'intérêt général de la société ni l'intérêt privé d'un particulier. Elle a été instituée pour sauvegarder la dignité de certains corps dont les membres, par la nature des fonctions qu'ils exercent, par l'importance des intérêts qui sont placés entre leurs mains, doivent nécessairement être à l'abri de tout soupçon.

Les notaires, les avoués, les huissiers doivent inspirer la confiance au public ; la moindre faute commise par l'un d'eux rejaillit sur le corps tout entier. Il était nécessaire qu'une juridiction fut instituée pour réprimer tous les faits susceptibles d'être nuisibles à chacun de ces corps, et pour écarter définitivement au besoin l'officier ministériel dont la présence ne pourrait plus être supportée.

On voit que, par son but même, l'action disciplinaire se rattache à la fois à l'intérêt général et à l'intérêt privé. A l'intérêt général, parce que l'ordre public exige que ceux qui sont chargés de veiller sur les biens des particuliers soient au-dessus de toute suspicion ; à l'intérêt privé, parce que chaque officier ministériel profite de la considération qui rejaillit sur le corps par suite du fait que la moindre faute, la moindre défaillance, sont réprimées par un pouvoir qui veille constamment sur l'ordre intérieur de la corporation.

Par d'autres côtés, l'action disciplinaire se rapproche, tantôt de l'action pénale, tantôt de l'action civile. Elle se rapproche de l'action pénale en ce sens qu'elle aboutit comme elle à l'application d'une peine, peine qui n'a pour but que de réprimer la faute, et qui ne profite en rien, ni au corps lui-même, ni à la partie à laquelle il a été causé un préjudice.

Elle se rapproche de l'action civile en ce sens que bien que tendant à l'application d'une peine, elle s'exerce, lorsque c'est le Tribunal et non une Chambre de Discipline qui doit statuer, devant le Tribunal civil et non devant un Tribunal répressif.

Malgré ces caractères communs avec l'une ou l'autre des deux actions, l'action disciplinaire est absolument indépendante et de l'une et de l'autre. C'est son but même qui la distingue.

Elle a pour objet de sauvegarder la dignité du corps auquel appartient l'officier ministériel coupable, et c'est pourquoi les peines qui atteignent cet officier diffèrent essentiellement de celles qui sont prononcées contre les auteurs de délits ou de crimes du droit commun.

Tandis que ces dernières frappent l'individu dans sa vie, dans sa liberté, dans sa fortune, les peines disciplinaires laissent de côté la vie privée, et ne touchent l'officier ministériel que dans ses fonctions.

Dans de nombreux cas, cette action n'est pas exercée devant le Tribunal, ce sont les confrères eux-mêmes du coupable qui sont chargés de statuer sur les faits qu'on lui reproche, qui doivent réprimer ses fautes. Enfin, même lorsque le Tribunal est saisi, il doit suivre une procédure

particulière. L'action disciplinaire est donc absolument distincte de l'action pénale et de l'action civile ; c'est en quelque sorte une troisième action, avec ses caractères particuliers, ses règles spéciales qu'il convient d'examiner.

3° DE L'INFLUENCE DE LA CHOSE JUGÉE.

Si l'action disciplinaire est indépendante de l'action civile et de l'action pénale, il doit s'ensuivre que ni l'une ni l'autre de ces actions ne doit avoir sur elle force de chose jugée et que, réciproquement, la décision rendue en matière disciplinaire ne doit influencer ni sur l'action civile, ni sur l'action pénale, mais ce principe serait trop absolu et il importe de combiner ici l'indépendance réciproque des trois actions avec les considérations qui ont poussé le législateur à établir l'autorité de la chose jugée.

Les décisions des Tribunaux criminels ont autorité de chose jugée sur les décisions des Tribunaux civils. La raison de cette règle est la nécessité primordiale qu'il y a à éviter la contradiction entre les jugements de deux Tribunaux sur les mêmes faits. La première condition pour le maintien de l'ordre public dans un État, c'est que les particuliers aient confiance dans les Tribunaux qui sont chargés de les juger.

Or, comment cette confiance pourrait-elle exister si deux juridictions, statuant sur les mêmes affaires, pouvaient rendre deux jugements différents.

C'est cette nécessité qui a inspiré la rédaction de l'article 3 du Code d'Instruction criminelle, qui suspend

l'exercice de l'action civile, tant qu'il n'a pas été statué sur l'action criminelle. C'est ce qu'il faut bien poser en matière d'action disciplinaire. Il convient de ne pas s'arrêter à la lettre même du texte ; il faut s'inspirer de son esprit, des motifs qui l'ont dicté.

Si l'on s'attachait à la lettre, on serait porté à dire que l'article 3 n'a statué qu'en ce qui concerne l'action pénale, qu'il n'a nullement prévu l'action disciplinaire, et que cette action étant en principe absolument indépendante de l'action pénale, l'autorité de la chose jugée ne doit pas s'exercer en l'espèce.

Mais il est impossible d'admettre un pareil système. La jurisprudence considère que l'action pénale et l'action civile sont pleinement indépendantes l'une de l'autre, et qu'elles ont chacune leur champ d'action nettement tracé ; la première ayant pour but de statuer sur l'existence des faits qui lui sont déférés, sur la culpabilité des personnes qui en sont prévenues, se garde d'examiner les mêmes faits considérés sous le rapport des conséquences civiles qui peuvent en résulter. Et cependant, cette indépendance ne doit pas conduire à la contradiction possible de deux jugements.

L'action disciplinaire, bien qu'également indépendante de l'action pénale, s'en rapproche plus que l'action civile, car elle a elle-même pour but l'application d'une peine, et non plus l'allocation de dommages-intérêts.

Cette peine, bien que n'atteignant le coupable que dans ses fonctions, rejaillit cependant sur son honneur et sur sa considération, voire même sur sa vie privée. Elle peut avoir pour lui les plus graves conséquences.

Elle est donc autrement importante qu'une condamnation à des dommages-intérêts, et une contradiction entre deux jugements serait plus à craindre en cette espèce. Si le principe de l'autorité de la chose jugée s'applique lorsqu'il s'agit de l'action pénale et de l'action civile, à plus forte raison doit-il s'appliquer lorsqu'il s'agit de l'action pénale et de l'action disciplinaire. Ne serait-il pas aussi choquant de voir tel notaire, qui a été condamné pour faux par la Cour d'Assises, déclaré innocent par un Tribunal civil, statuant en matière disciplinaire, que de voir ce Tribunal statuant sur l'action en dommages-intérêts, juger qu'il n'y a pas eu de faute commise ? C'est une conséquence que le législateur ne peut pas avoir voulue.

C'est pourquoi l'autorité de la chose doit s'appliquer en ce qui concerne la juridiction pénale et la juridiction disciplinaire.

Il faudra suivre en cette matière les règles qui régissent la chose jugée au criminel sur les décisions des juridictions civiles.

Il faut donc au préalable rappeler ces principes. Il suffit pour que l'autorité de la chose jugée ne soit pas mécon nue, qu'il n'y ait aucune contradiction entre la décision pénale et la décision civile. La question peut se poser à propos d'une condamnation ou à propos d'un acquittement.

S'il s'agit d'une condamnation, la juridiction civile ne pourra pas remettre en question le fait jugé par le Tribunal répressif.

Elle devra tenir les points vérifiés pour constants. Mais elle pourra les apprécier comme elle l'entendra au point de vue des conséquences dommageables.

Quant aux décisions relaxant un prévenu, elles peuvent, en dernière analyse, se ramener en trois catégories :

a) Ou bien le Tribunal criminel a déclaré purement et simplement que les faits reprochés n'existaient pas ;

b) Ou bien le Tribunal criminel a décidé que les faits existaient, mais ne constituaient pas le crime ou le délit prévu ;

c) Ou bien, enfin, le Tribunal a acquitté parce qu'il y avait un doute.

Si le Tribunal criminel s'est borné à déclarer que les faits n'existaient pas, on admet que le juge civil ne peut pas déclarer que ces faits se sont produits, et en faire la base d'une condamnation à des dommages-intérêts.

Si le Tribunal répressif a reconnu que les faits existaient, mais a prononcé, malgré cela, l'acquittement du prévenu, ce n'est pas contredire cette décision que de déclarer que les fautes commises, quoiqu'insuffisamment graves pour entraîner l'application d'une peine, peuvent être cependant retenues comme base d'application de l'article 1382 du Code civil.

Si, enfin, l'acquittement est basé sur le doute, le juge civil ne pourrait déclarer que la preuve a été faite d'une façon complète, et prononcer une condamnation, à moins que des faits nouveaux ne se soient produits depuis la décision répressive.

Le principe de l'autorité de la chose jugée, combiné avec celui de l'indépendance de l'action pénale et de l'action disciplinaire, conduisent à appliquer ces règles à cette dernière action.

Si donc l'officier ministériel a été poursuivi à raison des mêmes faits devant un Tribunal répressif, et si ce

Tribunal répressif a déclaré que les faits reprochés n'existaient pas, par un jugement ou par un arrêt motivé, aucune peine ne pourra être prononcée contre l'officier ministériel, à raison de ces faits, par une juridiction disciplinaire.

Mais si le jugement ou l'arrêt se borne à déclarer que les faits reprochés, bien qu'ayant réellement existé, ne constituent pas le crime ou le délit prévu par la loi, rien n'empêchera le juge disciplinaire de considérer qu'ils peuvent cependant rejaillir sur la considération du corps qu'il doit défendre et ce faisant, d'appliquer une peine à l'espèce qui lui est déférée (1).

Si l'acquittement avait été prononcé parce qu'il y avait un doute, doute dont a profité l'accusé, il y aurait certainement contradiction si la juridiction disciplinaire admettait que la preuve est complète ; mais il n'en serait pas de même si depuis la décision rendue en matière criminelle, des faits nouveaux venaient établir la culpabilité de l'officier ministériel visé.

L'autorité de la chose jugée en matière pénale est telle, qu'à notre avis, au cas où le Tribunal répressif se trouverait saisi de la poursuite en même temps que la juridiction disciplinaire, celle-ci devrait attendre, pour statuer, que la décision pénale ait été rendue.

L'article 3 du Code d'Instruction criminelle ne vise que l'action civile, mais cet article n'est qu'une des applications d'un principe supérieur, à savoir la nécessité qui s'impose de ne pas avoir deux décisions contradictoires. Or, c'est à cela que l'on s'exposerait, si l'une des deux juridictions

(1) Cass., 21 août 1849. — D., 49, I, 226.

Req., 21 mai 1851. — D. P., 51, I, 274.

n'attendait pas la décision de l'autre, et comme l'action pénale intéresse au premier chef l'ordre public et l'intérêt général, c'est sa décision, qui de toute évidence, doit primer.

D'ailleurs, l'inapplication de l'article 3 en l'espèce, non seulement constituerait un fait choquant, mais pourrait encore conduire à un véritable danger. C'est que lorsque l'affaire a déjà été jugée par la juridiction disciplinaire, la décision qui a été rendue peut exercer une certaine impression sur l'esprit de ceux qui, par la suite, seront appelés à statuer en matière pénale. Lorsque la juridiction disciplinaire rend une décision, elle préjuge de la question, elle décide que l'accusé est coupable ou qu'il ne l'est pas. Si d'autres juges doivent statuer sur la même affaire, on peut se demander quelle sera l'influence de cette décision rendue par des hommes de métier. On peut espérer, si ce sont des magistrats, que leur esprit sera débarrassé de toute espèce de prévention, mais en sera-t-il de même s'il s'agit de jurés et peut-on affirmer que ceux-ci entreront dans leur salle des délibérations sans avoir d'idées préconçues sur l'affaire qui leur est soumise ?

On a objecté à ces arguments que l'application de peines disciplinaires n'entraîne pas la reconnaissance nécessaire des faits sur lesquels les Tribunaux criminels sont appelés à statuer, et que tels agissements suffisamment graves pour motiver l'application d'une peine disciplinaire ne réuniraient peut-être point les éléments qui seraient de nature à en faire soit des crimes, soit des délits.

Il y aurait non pas des jugements contradictoires, mais simplement des décisions se plaçant à des points de vue

différents. A cela l'on peut répondre utilement que le jugement criminel n'aura pas toujours pour résultat de considérer les faits comme constants et de rechercher si oui ou non la loi pénale doit s'appliquer. Il peut se faire en effet que le jugement pénal déclare que les faits reprochés ne se sont jamais produits. Pourrait-on dire, dans ce cas, qu'une décision disciplinaire prononçant une peine parce qu'elle reconnaît l'existence des actes reprochés n'est pas absolument contradictoire avec la décision pénale ?

En résumé, le principe de l'indépendance respective de l'action pénale et de l'action disciplinaire doit fléchir devant un principe supérieur qui est la nécessité d'éviter les jugements contradictoires. En règle générale, il faut donc admettre que, malgré le principe de l'indépendance des deux actions, l'action publique, lorsqu'il s'agit de chose jugée, doit exercer d'une façon constante son autorité sur l'action disciplinaire, de telle sorte que les décisions rendues sur l'une et sur l'autre ne soient jamais contradictoires et qu'il doive être sursis à l'une lorsque l'autre aura été intentée.

A l'appui de ce dernier principe, on peut citer un arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux, en date du 28 juillet 1902. Cet arrêt a décidé que la juridiction disciplinaire saisie d'une plainte du Ministère public contre un huissier à raison d'un prétendu faux qu'aurait commis cet officier ministériel, faux pour lequel il est déjà l'objet d'un arrêt de renvoi par la Chambre des Mises en Accusation devant la Cour d'Assises, doit surseoir à statuer sur la dite plainte, jusqu'à ce que la poursuite criminelle devant cette dernière

juridiction ait été évacuée (1). Cet arrêt de Bordeaux est beaucoup plus formel qu'un arrêt de la Cour de Pau, en date du 4 janvier 1881, aux termes duquel si l'action disciplinaire et l'action criminelle sont indépendantes l'une de l'autre, *il peut y avoir convenance à surseoir* à l'action disciplinaire tant qu'il n'a pas été statué sur l'action pénale, mais ce n'est qu'autant que le jugement disciplinaire préjugerait en une façon quelconque le sort de l'action pénale (2).

La Cour de Dijon, appelée le 5 décembre 1884 à statuer sur la même question, décida qu'au cas où la poursuite pénale et la poursuite disciplinaire sont engagées simultanément contre le même inculpé, la juridiction disciplinaire doit surseoir à statuer jusqu'au jugement à intervenir sur la poursuite criminelle, lorsque l'appréciation de la faute professionnelle déférée à sa connaissance l'obligerait à se prononcer sur l'existence des faits qui forment la base de l'action pénale (3).

Il résulte, de ces trois arrêts, que la juridiction disciplinaire devra surseoir chaque fois que sa décision sera exposée à préjuger de l'action pénale. Cette jurisprudence est la conséquence d'un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 9 novembre 1881, qui, bien que n'ayant statué que sur des fautes disciplinaires imputables à des avocats,

(1) Bordeaux, 28 juillet 1902. — D. 1904, II, 187.

Par analogie, on peut également invoquer des arrêtés du Conseil de l'Ordre des Avocats de Paris, en date des 15 mai 1811, 16 avril 1839, 4 avril 1840. (Mollot, p. 374.)

(2) Cour de Dijon, 4 janvier 1881. — D. 1882, II, 8.

(3) Cour de Dijon. — D. 1885, II, 44.

a posé en principe que les juridictions disciplinaires ne peuvent, sans empiéter sur les droits de l'autorité judiciaire, contrôler ou dénier l'existence de faits compris dans une poursuite criminelle ou correctionnelle pendante devant la justice ordinaire (1).

Les règles que nous venons d'examiner sur l'autorité de la chose jugée doivent-elles s'appliquer lorsqu'il s'agira, non plus de l'influence de l'action pénale sur l'action disciplinaire, mais de celle de l'action disciplinaire sur l'action civile ? Nous ne le pensons pas, car le point de vue auquel les juges doivent se placer dans ces deux actions est tout à fait différent. La juridiction disciplinaire a été instituée dans le but de veiller à la dignité du corps dont le prévenu fait partie. Elle n'a qu'à se demander si oui ou non la considération de ce corps peut-être atteinte par tel ou tel fait. Au contraire, le Tribunal civil aura pour mission d'examiner si tel individu a commis une faute quelconque susceptible d'entraîner l'application des principes posés par le Code civil en matière de responsabilité. Ce sont là deux points de vue absolument différents et le danger d'une contradiction est beaucoup moins à craindre.

D'autre part, il faut remarquer que ce n'est pas sans raison que l'action criminelle a acquis l'autorité de la chose jugée sur l'action civile. L'action criminelle est en effet la condition même de l'ordre public. C'est elle qui assure l'existence de la société ; les peines qu'elle prononce doivent sauvegarder les citoyens. Il importe donc que les décisions des Tribunaux répressifs ne puissent être mises en

(1) Cass., 1881. — D. 1882, I, 281.

doute par qui que ce soit, et qu'une fois rendues, rien ne puisse laisser même supposer qu'une erreur a été commise.

Cette autorité, la juridiction pénale la perdrait certainement s'il était permis, soit à une juridiction civile, soit à une juridiction disciplinaire, de remettre en question ce qu'elle a jugé. Le prestige de la juridiction pénale est indispensable au maintien du bon ordre dans la société.

Il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit d'une juridiction disciplinaire qui ne statue plus dans l'intérêt de la société, mais dans l'intérêt particulier d'un corps. La décision n'intéresse plus le maintien de l'ordre social et l'on peut considérer qu'il s'agit de deux juridictions dont le champ d'action, nettement tracé, est absolument distinct. Il n'y a plus aucune raison ici pour justifier la préférence de l'une des actions sur l'autre. Les deux actions sont pleinement indépendantes et le principe de l'autorité de la chose jugée ne s'applique pas ici.

Pour en terminer avec la question de l'influence de la chose jugée en matière disciplinaire, nous ajouterons que la maxime « *non bis in idem* » ne s'applique pas en matière disciplinaire ; c'est une conséquence de l'indépendance de l'action disciplinaire. Par conséquent, rien ne s'oppose à ce qu'une peine disciplinaire et une peine répressive soient prononcées contre le même officier ministériel à raison du même fait (1).

(1) Crimi. Cass., 12 mai 1827. — D. s. G. Dénonciation calomnieuse, n° 40.

Alger, 18 janvier 1842. — D. mot notaire.

Trib. de Macon, 13 nov. 1844. — D. P. 45, V. 147.

Req., 18 avril 1848. — D. P. 48, I, 185.

CHAPITRE II

De l'étendue de l'action disciplinaire.

L'action disciplinaire paraît avoir pour domaine les fonctions de l'officier ministériel.

Elle doit l'atteindre toutes les fois qu'il commet un manquement dans l'exercice de sa profession. Mais là ne s'arrête pas sa fonction.

Elle s'étend au delà des limites de l'exercice du métier. Elle va parfois chercher l'homme jusque dans la vie privée. Elle peut le toucher avant qu'il ne soit entré en exercice ; elle n'est pas bornée à la durée des fonctions et son rôle se poursuit parfois après leur cessation. C'est qu'elle a pour objet la sauvegarde du corps intéressé et elle peut être exercée chaque fois que, d'une façon quelconque, la dignité de ce corps est menacée. Jusqu'à quel point l'officier ministériel est-il justiciable de la juridiction disciplinaire ? Tel est l'objet du présent chapitre.

Nous distinguerons à ce sujet, parmi les faits répréhensibles, trois catégories d'actes : les actes antérieurs, les actes concomittants et les actes postérieurs à l'exercice de la profession.

1° ACTES ANTÉRIEURS A L'EXERCICE DE LA PROFESSION.

Parmi les actes antérieurs à l'exercice de la profession, il faut distinguer, d'une part, les actes contraires aux règles de la morale et de l'honneur et qui sont blâmables

pour tout citoyen, et les actes qui sont, en général, permis, mais que les règles de la fonction interdisent.

Pour les premiers, on pourrait être tenté, *a priori*, d'écarter l'exercice de l'action disciplinaire, car cette action a été établie pour veiller sur la dignité d'un corps ; elle a un domaine nettement déterminé qui est la surveillance de tous ceux qui font partie de ce corps. Il semble donc que ce n'est qu'à partir du moment où l'homme privé deviendra officier ministériel qu'il pourra être soumis à l'exercice de l'action. Que pourrait-on lui reprocher si, depuis le jour où il a commencé à exercer et peut-être pendant de longues années, il n'a été l'objet d'aucun soupçon et a fait preuve d'une moralité et d'une probité dont rien n'approche ?

Mais c'est là un système qu'il est impossible d'admettre. Il y a certaines taches que rien ne peut effacer dans la vie d'un homme. Malgré toutes les garanties dont est entourée la nomination d'un officier ministériel, il peut arriver que certains faits, certains actes de sa vie privée qui révèlent chez lui des moments de faiblesse le rendant incapable d'inspirer confiance au public, aient échappé aux pouvoirs chargés de vérifier sa conduite avant sa nomination. En principe, il est indispensable que dans ces cas, la discipline puisse intervenir.

Mais comment peut-on faire ainsi rétroagir l'action disciplinaire ? Comment, en droit, justifier son intervention ?

Le Procureur général Merlin, dans un réquisitoire au sujet d'un avoué dont la conduite avait donné lieu à des poursuites disciplinaires, s'exprimait ainsi : « Les Tribunaux sont essentiellement chargés de veiller à ce qu'il

n'existe auprès d'eux que des officiers ministériels d'une probité intacte et sans cesse reconnue. Si donc ils s'aperçoivent, après la réception d'un avoué, que leur religion a été trompée dans la désignation qu'ils ont faite de sa personne au Gouvernement ; si, surtout, ils découvrent, dans sa conduite passée, des faits qui, se liant avec sa conduite actuelle, décèlent en lui des habitudes répréhensibles, leur devoir est de faire connaître au Gouvernement l'indignité du choix auquel ils l'ont déterminé par sa présentation, et puisque, pour remplir ce devoir avec la certitude de ne pas se tromper, ils ne peuvent mieux faire que de prendre l'avis des Chambres d'Avoués, il est clair qu'en ce cas les Chambres d'Avoués peuvent rechercher et indiquer les faits qui, de la part de l'avoué inculpé, accusent sa vie passée tout aussi bien que ceux qui accusent sa vie présente.

Le Procureur général Merlin ne tranche pas la question. Il s'agit en l'espèce d'un officier ministériel dont la conduite a laissé à désirer même depuis son entrée en fonctions. On découvre par la suite que cet officier a commis d'autres fautes, avant son admission, et ces faits joints à ceux qui sont relevés depuis la nomination, révèlent des habitudes répréhensibles qui peuvent faire craindre pour les intérêts qui lui sont confiés. Dans un pareil cas, l'exercice de l'action disciplinaire ne peut pas faire l'ombre d'un doute, car l'intérêt du corps exige que l'officier ministériel, dont la probité est douteuse, ne reste pas en fonctions. Ce que l'on considère, ce n'est pas un fait antérieur, c'est une habitude, habitude qui persiste même pendant l'exercice du métier.

Mais lorsque, depuis son entrée en fonctions, l'officier ministériel n'a donné lieu à aucun reproche et que l'on s'aperçoit qu'il a commis dans son passé des fautes très graves, pourra-t-on admettre l'exercice de l'action disciplinaire ? et les Tribunaux qui ont eux-mêmes agréé cet officier et qui l'ont présenté au Gouvernement, pourront-ils dire ensuite qu'ils se sont trompés et que l'avoué est indigne d'exercer les fonctions qui lui ont été conférées ?

Tout dépend, en cette matière, de la gravité des faits reprochés. S'il s'agit de fautes telles que, connues, elles feraient considérer la nomination de l'officier ministériel comme un véritable scandale, il est clair que la responsabilité incombe, non aux Tribunaux, mais à l'officier ministériel lui-même. Celui-ci ne devait pas solliciter sa nomination et chercher à surprendre une confiance dont il se savait indigne.

La faute qui peut alors lui être reprochée, ce n'est pas celle qui existe dans le passé, mais c'est celle qu'il a commise par sa réticence, en ne révélant pas la tare dont il était affecté. Cette faute, il la commet au moment où il entre en fonctions, il la prolonge sans cesse par son silence, en exerçant un métier dont il se sent indigne et c'est contre cette faute, faute actuelle, que l'action disciplinaire va pouvoir efficacement intervenir.

Si les faits antérieurs sont sans gravité, et si surtout la conduite de l'officier ministériel, depuis son entrée en fonctions, laisse croire qu'il ne s'agit que d'un écart passager et qui ne se renouvellera pas, il semble difficile d'admettre l'exercice de l'action disciplinaire.

Il va de soi que les faits antérieurs à l'entrée en fonctions ne pourraient donner lieu à poursuite, que tout

et autant qu'ils étaient inconnus au moment de la nomination. S'ils avaient été connus et que, malgré cela, l'admission eut été prononcée, il n'y aurait rien à reprocher à l'officier ministériel et l'action se trouverait purgée.

A côté des faits qui sont contraires aux lois de l'honneur et de la morale, il y a d'autres faits, qui tout en ne portant aucune atteinte à la considération et à la dignité de celui qui les accomplit, sont cependant prohibés par les règles d'une profession déterminée.

Il est évident que ces faits ne seront pas retenus lorsqu'ils seront antérieurs à l'exercice des fonctions et ne pourront donner lieu à l'exercice de l'action disciplinaire, car on ne saurait reprocher à cet officier d'avoir enfreint des règles qui ne peuvent s'appliquer à lui que tout et autant qu'il est déjà entré dans la profession qu'elles régissent.

La jurisprudence n'a pas eu à statuer sur la question. Mais, en procédant par analogie, on peut invoquer en faveur de cette thèse deux arrêtés du Conseil de l'Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Paris (1).

Il s'agissait, dans ces deux arrêtés, de faits antérieurs à l'admission au stage et contraires aux règles de la profession d'avocat.

« Attendu, dit l'un de ces arrêtés, que le stage est une épreuve ayant pour but de faire connaître aux licenciés, qui entrent dans la carrière, les devoirs particuliers à la profession à laquelle ils veulent se vouer et de les former à la pratique de ces devoirs; que, par conséquent, le Conseil ne saurait réprimer les actes antérieurs à l'ad-

(1) V. Mollot. *Règles sur la profession d'avocat*, pp. 372 et 409.

mission au stage, lorsqu'ils sont simplement en opposition avec ces devoirs et qu'ils ne blessent pas les principes de délicatesse et de morale applicables à tous les états et à toutes les professions, etc. »

Le second des arrêtés était ainsi conçu :

« Attendu qu'il résulte des explications fournies et des vérifications faites par le Conseil, qu'il (le prévenu) n'a accepté de mandat qu'antérieurement à son entrée en fonctions et que, depuis son admission, il n'est pas établi que de pareils faits puissent lui être imputés. »

De même, il ne saurait être tenu compte, pour l'exercice de l'action disciplinaire, de faits qui peuvent être contraires aux règles d'une ancienne profession qui aurait été exercée par l'officier ministériel.

A la question des faits antérieurs à l'entrée en fonctions se rattache étroitement celle de l'intervention du pouvoir disciplinaire en matière de contre-lettres dans les traités de cession d'office. L'officier ministériel qui aura accepté une contre-lettre modifiant les conditions apparentes du traité sera-t-il justiciable d'une peine disciplinaire ?

Il faut remarquer qu'il s'agit d'un fait antérieur à l'exercice des fonctions. Lorsque l'officier ministériel traite il n'est pas encore nommé ; il ne paraît donc pas justiciable du pouvoir disciplinaire. Le traité de contre-lettre n'a rien en soi de contraire aux règles de l'honneur. Il semble donc que vouloir appliquer à cette espèce les règles de la profession, c'est faire rétroagir ces règles.

D'autre part et surtout, l'officier ministériel, qui a accepté le traité secret, n'a fait somme toute, que subir la volonté de son cédant. Il est des cas où il lui eut été diffi-

cile de faire autrement, et si une peine devait intervenir elle devrait frapper celui qui a imposé la cession, bien plutôt que celui qui n'a fait que se soumettre à la volonté du cédant.

D'ailleurs, le danger des contre-lettres paraît suffisamment écarté par la possibilité de faire annuler le traité secret. Pourquoi frapper en plus d'une peine disciplinaire un officier ministériel dont la culpabilité n'est que relative ?

Ces arguments n'ont pas prévalu en jurisprudence. Les Tribunaux ont admis d'une façon constante que l'usage des contre-lettres en matière de cessions d'office pouvait donner lieu à l'application de peines disciplinaires. On admet que la fraude qui existe dès le traité, est consommée par la nomination et se continue en quelque sorte pendant toute la durée des fonctions. La loi, en venant s'appliquer à ces actes, n'agit donc pas rétroactivement. D'ailleurs, c'est en vertu de ces actes, que l'officier ministériel a acquis l'office, qu'il en exerce les fonctions. Les lois disciplinaires sont donc applicables. Naturellement le pouvoir disciplinaire intervenant lorsqu'il s'agit de celui qui n'a fait que subir la cession d'office interviendra-t-il à plus forte raison lorsqu'il s'agira de celui qui l'a imposée. La peine encourue par l'un ou par l'autre sera plus ou moins grave suivant les circonstances dans lesquelles la cession est intervenue et les motifs qui l'ont inspirée (1).

(1) Req., 6 nov. 1850. — D. 1850, I, 324.

Civ., 28 août 1854. — D. 1854, I, 321.

Limoges, 16 nov. 1898. — Rec. Riom, 1898-99, p. 235.

Trib. Bourg, 13 nov. 1903. — Loi 13 nov. 1903.

La contre-lettre serait punissable quand bien même elle n'aurait pas pour objet d'augmenter le prix de l'office. Il en serait ainsi par exemple alors même qu'elle aurait pour but de réduire le prix ostensible (1).

Les conventions qui se font lors des cessions d'offices sont d'ailleurs variées. Elles seraient atteintes aux termes de la jurisprudence, quelle qu'en soit la nature, quand bien même par exemple le cessionnaire s'engagerait à faire participer le cédant aux bénéfices pendant un temps déterminé (2), ou à rétrocéder l'office après une certaine durée (3), ou à rester en qualité de simple locataire de l'office (4).

Il a cependant été jugé que lorsque la contre-lettre n'a pas pour objet une modification quelconque du prix, elle ne peut pas servir de base à l'action disciplinaire, par exemple, lorsqu'il s'agit d'une stipulation dans laquelle, prévoyant la perte d'une clientèle, le cédant détermine l'indemnité à laquelle aurait droit le cessionnaire si l'hypothèse se réalisait. (Arrêt de la Cour de Paris du 11 décembre 1849.)

2° ACTES ACCOMPLIS AU COURS DES FONCTIONS.

Ce ne sont pas seulement les actes ayant un caractère strictement professionnel qui tombent sous le coup de l'action disciplinaire. L'officier ministériel peut être atteint jusque dans sa vie privée. Certains auteurs auraient voulu

(1) Bordeaux, 23 avril 1860. — S. 61, II, 80.

(2) Douai, 23 janvier 1854. — D. 54, V, 522.

(3) Nîmes, 20 avril 1840.

(4) Cass., 20 juillet 1841. — S. 41, I, 694.

limiter l'application des règles de la discipline aux seuls devoirs de la profession. Il est en effet très délicat de pénétrer dans la vie privée d'un homme, pour poursuivre certains faits surtout lorsqu'il s'agit d'actes qui ne sont pas réprimés par loi pénale. N'est-il pas à craindre que les juridictions disciplinaires n'en arrivent à exercer un pouvoir véritablement inquisitorial, et n'est-on pas en droit de se demander si cela ne constitue pas une grave atteinte à la liberté individuelle ?

« Ce qui regarde la famille, dit Dupin (1), n'appartient qu'à la juridiction domestique. L'homme politique est justiciable de l'opinion publique ; les lois pénales frappent les délits ; chaque corporation peut avoir sa discipline et ses juges spéciaux. En un mot, tout ce qui est de nature à blesser l'ordre est soumis à une répression appropriée à son objet. Confondre ces divers pouvoirs, ce serait jeter le trouble dans la société. Or, de même que les lois pénales ne peuvent s'introduire au sein de la famille, que l'homme politique n'est soumis au contrôle de l'opinion que pour la vie politique, de même le pouvoir disciplinaire des diverses corporations ne peut s'attacher qu'aux actes de la profession.

« Lui donner une compétence plus étendue serait le dénaturer et le compromettre.

« Il pourrait finir par usurper tous les pouvoirs de la vie publique et privée et dégénérer en une véritable tyrannie. Ainsi la discipline établie parmi les avocats ayant pour but l'honneur et la réputation du barreau, le Conseil

(1) *Lettres sur la profession d'avocat*, t. I, n° 578.

qui l'exerce a compétence pleine et entière sur les faits qui se rattachent au métier de l'avocat; c'est là son domaine, mais hors de là, il est sans pouvoir et sans juridiction. Les actions de l'homme, celles du citoyen lui-même, sont sous la sauvegarde de la liberté civile et politique. »

Ce système peut se soutenir en théorie, mais il est impossible de l'admettre en pratique. La conduite dans la vie privée est presque toujours intimement liée avec la dignité dans les fonctions, et il est nécessaire que l'on puisse exiger de ceux auxquels sont confiés les plus graves intérêts des particuliers, une manière de vivre, une correction plus grande que chez les autres individus.

Il suffit d'éviter que le pouvoir conféré à la juridiction disciplinaire n'aboutisse à une véritable inquisition. A vrai dire, les Tribunaux présentent à ce sujet toutes les garanties désirables; mais peut-être pourrait-on craindre, surtout dans les petites villes où les haines et les jalousies sont fréquentes, que des poursuites regrettables ne soient exercées par des Chambres de Discipline contre un confrère qui, pour un motif ou pour un autre, a déplu à certains membres de la corporation. Peut-être ces Chambres de Discipline seraient-elles amenées à attirer l'attention sur des faits extrêmement minimes et qui n'entachent en rien la probité dans les fonctions. Quand bien même un tribunal d'appel remettrait les choses au point, le mal serait fait, car il consiste bien plutôt dans la répercussion donnée au fait répréhensible, que dans la peine, parfois légère, qui atteint l'officier ministériel.

Le remède à cet inconvénient est d'imposer à la juridiction disciplinaire l'obligation de n'agir qu'avec la plus

grande circonspection lorsqu'il s'agit de toucher à la vie privée ; mais cela ne doit pas conduire à écarter purement et simplement l'action des règles de la discipline. Chaque corps a intérêt à n'être composé que d'hommes dont la moralité et l'honorabilité soient au-dessus de tout soupçon. Les fautes de chacun peuvent rejaillir sur la considération de tous, et la juridiction disciplinaire a été établie précisément pour permettre à chaque corporation de veiller à son crédit et à sa dignité.

Il semblerait raisonnable de n'admettre l'intervention du pouvoir disciplinaire que tout et autant que la faute relevée pourrait faire craindre un manquement à ses fonctions de la part de l'officier ministériel.

Le Procureur général près la Cour d'Appel de Paris écrivait le 21 mars 1821 à l'un de ses Substituts, à propos d'un notaire accusé d'avoir obtenu les faiblesses d'une jeune fille :

« La conduite du notaire D... est très répréhensible, mais je ne crois pas que la liberté de mœurs qu'on lui reproche soit assez saillante pour motiver le recours à la discipline, soit de la Chambre des Notaires, soit des Tribunaux. Il y a, sans doute, tel acte d'immoralité si odieux et si flétrissant que, bien qu'il ne soit pas un fait de profession, les communistes de profession et encore plus les magistrats pour la discipline ont le droit de s'en occuper.

« Mais au delà des faits de profession, il ne faut pas vouloir porter l'autorité trop loin. Il y aurait à craindre qu'on ne fournit aux esprits ombrageux des prétextes de crier à l'inquisition.

« Dans le siècle ou nous vivons, l'action d'obtenir les faveurs d'une jeune fille de dix-neuf ans, toute blâmable

qu'elle est fort justement aux yeux des hommes moraux et religieux, n'est pas malheureusement assez extraordinaire, quand elle n'est pas préparée par des manœuvres, elle n'est pas assez scandaleuse pour qu'on doive s'en occuper à l'égard d'un notaire autrement qu'à l'égard de de tout autre. Je crois donc qu'il n'y a rien à faire en cette occasion, qu'à punir de son mépris un homme qui certainement, s'il commettait quelque faute de profession ne deviendrait plus digne de faveur par sa conduite privée, mais dont la conduite privée toute seule ne peut pas devenir, dans les circonstances, l'objet de la sollicitude des Tribunaux. »

C'est en ce sens qu'il faut admettre l'intervention du pouvoir disciplinaire, droit d'intervenir dans la vie privée, mais seulement lorsque l'acte sera tel qu'il révèle chez l'officier ministériel des habitudes fâcheuses pouvant faire craindre pour l'exercice de sa profession.

La jurisprudence est très large pour admettre le droit d'intervenir dans la vie privée (1).

(1) Req., 21 juin 1838. — D. P. 39, II, 153.

Tribunal de Thionville, 8 mai 1844. — D. 45, III, 16.

Trib. Quimper, 31 oct. 1844. — D. P. IV, 145.

Trib. de Mende, 8 oct. 1845. — D. 47, III.

Paris, 10 nov. 1845. — D. P. 46, IV, 157.

Ch. des Notaires d'Orléans, 11 juin 1846. — D. P. 1846, 459.

V. Req., 10 avril 1849. — D. P. 49, I, 154.

Orléans, 21 mai 1864. — *Rev. Not.*, n° 1122.

Req., 20 juillet 1869. — D. P. 71, I, 328.

Louvain, 12 mars 1887. — *Rev. Not.*, n° 7597.

Cass., 22 mai 1906. — S. et P. 1906, I, 344.

Cass., 26 janvier 1909. — D. 1909, I, 96. — 12 janvier 1909.

D. 1909, I, 359.

Il a été jugé, par exemple, que le notaire qui, au cours d'une période électorale, tient sur le compte d'un candidat des propos mensongers, alors qu'il a connaissance de la fausseté de ses allégations, ou celui qui, par suite du désordre de ses affaires, est obligé de prendre des arrangements avec ses créanciers, sont passibles de peines disciplinaires; que, si un notaire a le droit comme tout autre citoyen d'affirmer ses préférences politiques, de chercher à les faire prévaloir par tous les moyens que la loi met à sa disposition, et même de critiquer avec une entière indépendance les actes du Gouvernement et de ses représentants, sa situation lui impose le devoir de ne le faire qu'avec prudence, modération et entière bonne foi; que si, méconnaissant les devoirs que sa qualité lui impose, il se livre à des attaques violentes, injustes ou injurieuses envers les représentants du Gouvernement, il commet un acte malhonnête qui porte atteinte à sa dignité professionnelle, à l'honneur et à la considération de la corporation à laquelle il appartient, et se rend par la suite justiciable de l'action disciplinaire (1).

L'action disciplinaire peut donc intervenir dans la vie privée à condition qu'il en soit fait usage avec circonspection.

Tel était d'ailleurs l'avis des auteurs de la loi du 25 ventôse sur le notariat. Real, orateur du Gouvernement, s'exprimait ainsi : « Dans le commerce ordinaire de la vie, l'homme qui manque aux lois ordinaires de la délicatesse, celui même qui ne fait pas tout ce que la probité com-

(1) Dijon, 29 janvier 1890. — *Rev. Not.*, 8259.

mande est presque toujours hors des atteintes des lois ; aucun Tribunal ne peut lui infliger des peines, mais lorsqu'il s'agit d'un notaire, un manque de délicatesse est déjà un délit répréhensible, et le défaut de probité est un crime qui doit être sévèrement puni.

« Ce Code pénal plus sévère, ce Tribunal plus austère, nous le trouvons dans l'institution des Chambres de Discipline. Il faut que le notaire que la loi ne pourrait atteindre, il faut que le notaire que les Tribunaux ne pourraient intimider, voie sans cesse dans ses confrères des juges aussi éclairés, aussi infaillibles que sa conscience, aussi inévitables que ses remords. »

3° INTERVENTION DE L'ACTION DISCIPLINAIRE APRÈS

LA CESSATION DES FONCTIONS.

En principe, l'action du pouvoir disciplinaire doit cesser avec l'expiration des fonctions de l'officier ministériel. Institué pour sauvegarder la dignité d'un corps, il n'a plus aucune raison de s'exercer lorsque celui qui pourrait être poursuivi ne fait plus partie de ce corps. Cependant, il est un cas où l'officier ministériel, alors même qu'il n'exerce plus, se trouve encore soumis à l'action du pouvoir disciplinaire, c'est lorsqu'il profite de l'honorariat. Il continue alors à jouir à un certain degré des honneurs et des privilèges attachés à son état. Il assiste aux Assemblées constitutives des Chambres de Discipline et y a voix consultative.

Il continue par cela même à garder des attaches profondes avec le corps auquel il a appartenu. Ses écarts peuvent

rejaillir sur la considération qui s'attache à l'ensemble de ses confrères.

Il est juste que l'action de la discipline puisse intervenir. La décision du Garde des Sceaux du 24 juin 1846 a nettement précisé ce point.

Le Garde des Sceaux a décidé, en s'appuyant sur les articles 50, 52, 53 de la loi du 25 ventôse an II, 12, 14, 15, 29, 30 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, que les dispositions de cette loi, et de cette ordonnance sont générales et n'ont fait d'exception pour personne, et qu'elles sont applicables aux notaires honoraires qui doivent y être assujettis comme lorsqu'ils sont en exercice (1).

Enfin, un officier ministériel n'échappe pas au pouvoir disciplinaire par cela seul qu'il a donné sa démission, sans quoi l'impunité deviendrait par trop facile. Une peine quelconque, même celle de la destitution, peut atteindre le notaire alors qu'il a donné sa démission et présenté son successeur antérieurement aux poursuites (2).

La jurisprudence admet cependant que les poursuites ne peuvent plus avoir lieu lorsque le remplaçant a été installé (3).

C'est un point de vue qui paraît assez discutable. Quelle différence peut-on faire entre un officier minis-

(1) Solution implicite dans un arrêt du 6 juillet 1899 de la Chambre civile de la Cour de Cassation, S. 1901, I, 357.

(2) Req., 12 avril 1837. — D. s. G. mot notaire, 786.
Req., 7 avril 1851. — D. P. 51, I, 90.

(3) Trib. de Vassy, 23 nov. 1828. — D. J. G. mot notaire, n° 741.
Req., 11 juillet 1827.

tériel qui a été remplacé et celui qui ne l'a pas été, et en quoi la culpabilité résultant de la faute première, et le discrédit qui en rejaillit sur le corps, sont-ils diminués par le fait que le successeur a été installé ?

Il faut considérer en cette espèce, non pas le moment où l'action est exercée, mais celui où les faits se sont produits, pour savoir si l'action disciplinaire est ou non applicable. Les règles de la discipline doivent recevoir leur effet toutes les fois que la faute a été commise à un moment où l'officier ministériel était encore en fonctions, et aucune différence ne doit exister entre l'officier démissionnaire remplacé et celui qui ne l'a pas été.

Le but poursuivi est d'empêcher un officier ministériel de se soustraire à l'application des règles de la discipline en donnant sa démission.

Il est identique dans l'un et dans l'autre cas.

Telles sont les règles qui régissent l'étendue de l'action disciplinaire et les limites dans lesquelles cet action doit être renfermée.

CHAPITRE III

Des Tribunaux compétents.

La question de compétence soulève des difficultés qui varient avec la catégorie d'officiers ministériels à laquelle l'on a affaire. Il importe donc d'étudier séparément, à ce sujet, la discipline de chaque corps.

1° NOTAIRES.

En ce qui concerne les notaires, la compétence en matière disciplinaire est partagée entre les Tribunaux et les Chambres de discipline et l'Assemblée générale n'est investie d'aucune attribution de ce genre (1).

La compétence des Chambres est nettement circonscrite. Elles ne peuvent prononcer que les peines énumérées en l'article 44 de l'ordonnance de 1843, c'est-à-dire suivant la gravité des cas : le rappel à l'ordre ; la censure simple par la décision même ; la censure avec réprimande par le Président, aux notaires en personne, devant la Chambre assemblée ; la privation de voix délibérative dans l'Assemblée générale et l'interdiction de l'entrée de la Chambre pendant un espace de temps qui ne pourra excéder trois ans, pour la première fois, et qui pourra s'étendre à six ans en cas de récidive. Elles peuvent aussi donner leur

(1) Décision du Ministre de la Justice, 15 oct. 1834 et 24 août 1847. Sept. V. 7, n° 15.

avis sur la suspension ou sur la durée de cette peine, ainsi que sur la destitution. L'article 2 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 porte que les Chambres de Notaires pourront provoquer ou prononcer selon les cas, l'application de toutes les dispositions de discipline et il leur reconnaît le droit de réprimer, par voie de censure et autres dispositions de discipline sans préjudice de l'action devant les Tribunaux, s'il y a lieu, toutes infractions qui seraient l'objet de plaintes et de réclamations des tiers contre les notaires, à raison de leurs fonctions.

Enfin, aux termes de l'article 13 de la même ordonnance, les contraventions aux prohibitions portées en l'article 12 seront, ainsi que les autres infractions à la discipline, poursuivies, lors même qu'il n'existerait aucune partie plaignante, et punies, suivant la gravité des cas, en conformité de la loi du 25 ventôse et de la dite ordonnance. Tel est le rôle de la Chambre de Discipline.

Quant à la compétence des Tribunaux, elle résulte de la loi du 25 ventôse an xi qui décide que toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amende ou dommages-intérêts seront prononcées contre les notaires par le Tribunal civil de leur résidence, à la poursuite du Ministère public, ou d'office à la requête des parties intéressées.

Comme on le voit, la loi dit que le Tribunal est compétent en ce qui concerne les suspensions et destitutions, mais elle ne parle pas des autres peines plus légères. On s'est alors demandé si la compétence du Tribunal n'était pas limitée aux affaires susceptibles d'entraîner l'application de l'une de ces deux peines, ou si, au contraire,

cette compétence n'était pas générale et si le Tribunal n'avait pas le droit de connaître de toutes les actions disciplinaires.

Deux systèmes ont été proposés pour répondre à cette question.

D'après un premier système, le domaine de l'action des Chambres, et celui de l'action des Tribunaux sont nettement délimités, et les Tribunaux ne pourraient empiéter sur la juridiction des Chambres en prononçant d'autres peines que la suspension et la destitution. Il s'ensuit que les Tribunaux devraient se déclarer incompétents toutes les fois qu'il résulterait des débats que les faits ne sont pas assez graves pour entraîner l'application, soit de la suspension, soit de la destitution.

Cette doctrine a été défendue par M. Grunn, avocat, dans les termes suivants :

« Pour établir la compétence absolue des Tribunaux, on part de ce principe que la plénitude de l'action disciplinaire leur appartient, parce que la loi de l'an xi place les notaires sous leur surveillance et leur autorité ; par voie de conséquence, on induit de là qu'ils ont le droit de prononcer toutes les peines disciplinaires applicables aux notaires. Le principe est-il constant ? La conséquence est-elle rigoureuse ? Non. Aucun texte ne consacre cette pensée de la plénitude de juridiction, c'est par induction seulement qu'on la fait sortir de l'article 53 de la loi du 25 ventôse an xi. Mais cet article dit seulement que les Tribunaux prononcent les suspensions, destitutions, amendes et dommages-intérêts. Or, une désignation de quatre espèces de condamnations placées dans les attri-

butions des Tribunaux n'entraîne pas évidemment, par elle-même, l'idée d'une juridiction générale ; il nous paraît également difficile d'y voir le germe d'une autorité générale de surveillance ; on ne saurait trouver dans la contexture fort claire de l'article que l'attribution de cette portion de la surveillance qui consiste à examiner si des notaires se sont mis dans les cas d'encourir la suspension, la destitution, une amende ou des dommages-intérêts, et à leur appliquer une de ces deux peines s'il y a lieu. C'est sans doute une partie essentielle de la surveillance et de la discipline, mais ce n'est pas toute la surveillance, toute la discipline. »

Grunn distingue la surveillance et le droit de punir qui ne sauraient pas plus être confondus que, par exemple, la police et la justice en matière criminelle.

Quant aux dispositions de l'arrêté du 2 nivôse an XII, remplacé par l'ordonnance du 4 janvier 1843, qui ordonnent la communication de certains avis et de toutes les délibérations des Chambres, au Procureur de la République, elles s'appliquent uniquement au pouvoir de surveillance et ne peuvent être invoqués pour attribuer aux tribunaux une juridiction générale en cette matière.

« On dit encore ajoute Grunn : l'article 53 de la loi du 25 ventôse au XII confère des pouvoirs disciplinaires aux Tribunaux et leur donne même la mission de prononcer les peines les plus graves. Comment donc pourraient-ils être incompetents d'une manière absolue quand il s'agit de peines moindres ? Les Tribunaux correctionnels ne peuvent-ils pas, sur la poursuite dirigée contre un fait qualifié délit, se borner à prononcer des peines de

simple police ? Ecartons d'abord l'analogie : pour les Tribunaux correctionnels, le droit de prononcer comme juge de police résulte d'un texte formel et non d'une simple induction. Mais la question n'est pas là, et cependant, si on invoquait cet exemple, n'opposerait-on pas avec raison que les Tribunaux correctionnels, saisis directement d'un fait qualifié contravention, devraient se déclarer incompétents sous peine de bouleverser tout le système de la loi et tout l'ordre de juridiction ? Le droit de prononcer des peines plus fortes, n'entraîne pas de plano, celui de connaître de faits passibles d'une peine moindre. Ce n'est pas sans raison que le législateur a créé divers degrés de Tribunaux avec des attributions différentes exclusives, avec des formes variées, des appareils plus ou moins compliqués ou imposants. »

Grunn fait ensuite remarquer qu'il est contraire à la pensée du législateur de déférer à la publicité de l'audience du Tribunal des faits qui avaient été réservés aux Chambres de Discipline, statuant à huis clos, et desquelles on a écarté tout ce qui pourrait déconsidérer les notaires.

On ne saurait, à son sens, considérer comme un argument en faveur de la thèse d'une compétence générale des Tribunaux l'article 2 de l'arrêté de nivôse an XII, qui, après avoir autorisé la Chambre, dans les différends des notaires avec les tiers, à prononcer la censure et toutes autres peines disciplinaires ajoute : *sans préjudice de l'action devant les Tribunaux, s'il y a lieu*, ces mots n'ayant pour but que de réserver aux tiers leur action devant les Tribunaux, les délibérations des Chambres n'étant jamais que consultatives à leur égard.

« Aux arguments tirés des textes, on ajoute des considérations d'intérêt public, continue l'auteur. Il faut une surveillance, une discipline, pour les notaires. Or, selon l'ordre hiérarchique, qui doit en être chargé, si ce n'est les Tribunaux ? Les notaires ne font-ils pas aussi partie de l'ordre judiciaire, puisqu'ils ont une juridiction ?

« L'indépendance des Tribunaux n'est-elle pas pour les notaires une garantie d'impartialité plus forte que l'intervention ministérielle dans les condamnations notariales ? L'action du Ministère public n'est-elle pas aussi la meilleure garantie contre les abus tolérés, contre les atteintes portées à la dignité de la Chambre elle-même ?

« Ces raisons sont excellentes pour justifier ce qui a été fait, c'est-à-dire la soumission des notaires à la surveillance des Tribunaux, pour tous leurs actes par le ministère du Procureur de la République et à leur discipline pour les fautes les plus graves. Mais elles ne motiveraient en rien la destruction des barrières qui ont été sagement élevées entre la surveillance et la juridiction, entre les affaires de famille et les condamnations publiques. La coexistence des deux juridictions, chacune agissant dans sa sphère, garantit tous les intérêts ; il n'est pas nécessaire pour cela que les Tribunaux prennent la place et remplissent le rôle des Chambres de Discipline. »

Grunn se déclare cependant impuissant à écarter l'objection suivante : « Par un esprit de corps mal entendu, peut-être par quelque connivence coupable, une Chambre de Discipline pourra se montrer trop indulgente dans le châtement ; elle pourra même aller jusqu'à fermer les yeux sur la faute et donner l'encouragement, le scandale de l'impunité. »

Il fait remarquer que si l'infraction a une haute gravité, les Tribunaux pourront agir pour prononcer la suspension ou la destitution, bien que cette solution fasse difficulté.

Si la Chambre garde le silence, l'inconvénient est réel.

On peut cependant répondre que le refus de la Chambre serait un motif suffisant pour exercer l'action disciplinaire devant les Tribunaux contre les membres individuellement.

« D'un autre côté, si des tiers étaient engagés dans une contestation, d'où serait né le scandale de l'action reprochée au notaire, la mauvaise volonté des confrères céderait probablement devant la crainte d'un débat judiciaire ; enfin, l'action disciplinaire devant les Tribunaux étant imprescriptible et les Chambres de Notaires se reformant tous les ans, il n'est pas probable que la majorité de l'Assemblée générale veuille, en nommant la Chambre, perpétuer le conflit malheureux élevé par la Chambre précédente. »

Clugan, dans son *Cours de Notariat*, tome I, page 11 et suivantes, soutient la même opinion. Il démontre que les peines attribuées à la Chambre de discipline se dénaturent sous la main du magistrat.

« Pour peu que l'on examine ces dispositions de discipline, leur nature, leurs termes, leurs gradations et leurs effets, on les voit toutes ou résister à la prise de possession du magistrat ou se dénaturer sous sa main... »

Il reprend une à une les peines de discipline intérieure et montre les proportions qu'elles prennent lorsqu'elles sont transférées au Tribunal.

« Le rappel à l'ordre prononcé par un Tribunal sur son siège, après des plaidoiries publiques, dans la majesté du

prétoire, livré aux journaux, répandu non seulement dans une ville, mais dans toute la France, est-il la même peine que celle de l'article 10 de l'arrêté, ou tout au moins une peine de même nature ? Est-ce alors une disposition de discipline intérieure ? Appliquée par les Tribunaux, cette disposition disciplinaire la plus douce ne sera-t-elle pas une peine mille fois plus forte que la disposition de discipline la plus sévère appliquée par la Chambre ? Est-ce là ce qu'a voulu l'arrêté de l'an 12, est-ce là le ménagement, la douceur, le secret, le respect pour le repos de la paix domestique, l'avertissement doux et moral de confrères loyaux et éclairés ? »

La doctrine est en principe favorable à ce système qui a du reste été adopté par quelques arrêts dont certains émanent de la Cour de Cassation : « attendu, dit la Cour suprême dans l'un de ces arrêts, que la discipline intérieure du notariat est de la compétence exclusive des Chambres de Notaires.... (1) ».

Mais le second système, qui tend à reconnaître aux Tribunaux une compétence générale, a été fortement défendu également, et à l'heure actuelle, il a complètement triomphé devant la jurisprudence.

Ce système conduit à l'attribution aux Tribunaux d'une compétence générale, même pour les cas autres que ceux énoncés dans l'article 53 de la loi de ventôse. Il est fondé principalement sur l'article 11 de l'arrêté du 2 nivôse au

(1) V. Nancy, 2 juin 1834. — D. 1834, 2, 219.

Cass., 1^{er} avril 1844. — D. 1844, I, 150.

Cass., 20 janvier 1847. — D. 1847, I, 48.

12, et sur l'article 15 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, d'après lesquels les Tribunaux connaissent d'une manière générale de toute inculpation qui *paraît assez grave* pour entraîner la suspension ou la destitution, et sur l'article 45 de la loi du 28 avril 1810, qui attribue au Ministère public la surveillance des officiers ministériels, c'est-à-dire des notaires comme des autres officiers à l'égard desquels les Tribunaux exercent le pouvoir disciplinaire. Les arguments que l'on fait valoir en faveur de ce système, sont les suivants : 1° il est difficile de faire la distinction entre les infractions punies de suspension ou de destitution et celles qui n'entraînent qu'une peine de discipline intérieure. *A priori*, il serait bizarre d'exiger qu'un Tribunal se désaisisse parce qu'il pense qu'un fait qu'il aurait pu frapper de destitution, n'est pas passible d'une peine aussi grave ; 2° ce système doit être admis dans l'intérêt du notaire, sans quoi ce dernier se trouverait exposé à deux poursuites, à moins que, pour en finir, le Tribunal ne préfère le frapper d'une suspension de courte durée pour lui éviter de nouvelles tribulations devant la Chambre, qui pourrait d'ailleurs si elle se déclarait incompétente, paralyser complètement l'action disciplinaire. Depuis un certain temps, la jurisprudence est définitivement fixée dans ce dernier sens (1). Malgré l'unanimité de la jurisprudence, nous n'hésitons pas à préférer le premier

(1) Amiens, 10 juill. 1862. — D. 87, I, 57, note 1.

Pau, 23 déc. 1872. — D. 74, II, 86.

Pau, 13 déc. 1881, et Nîmes, 23 juin 1878. — D. J. G. Mot notaire, n° 298.

Req., 12 janv. 1887. — D. 87, I, 57.

système, incontestablement plus conforme à la pensée du législateur. Les arguments que l'on fait valoir en faveur du second, n'ont pas la portée qu'on leur prête. Il est difficile, dit-on, de faire la distinction entre des faits comportant des peines graves et ceux qui ne sont passibles que de peines légères. Le plus souvent, en réalité, les faits eux-mêmes indiqueront le Tribunal qui doit être saisi. D'autre part, aucune raison de droit ne peut être apportée à l'appui de l'opinion qui consiste à soutenir qu'il serait bizarre qu'un Tribunal se dessaisisse lorsqu'il juge que les faits ne sont pas assez graves. Rien d'étonnant à cela. Il s'agit d'un Tribunal qui a été incompétemment saisi, et qui reconnaît son incompétence. Les principes les plus élémentaires du droit lui ordonnent de se dessaisir.

Quant à l'intérêt du notaire lui-même, il n'est pas en question. Il est tout d'abord permis de douter que le notaire préfère une condamnation en audience publique, qui aura par cette publicité même un très grand retentissement, à une condamnation prononcée dans le secret de la Chambre de Discipline, et qui, non seulement ne sera pas connue du public, mais qui, la plupart du temps, sera même ignorée des confrères du coupable.

D'autre part, et en admettant même que l'intérêt bien entendu des notaires leur commande d'accepter la compétence des Tribunaux, il peut y avoir là une réforme désirable, mais elle ne peut exister sans une loi qui l'ait consacrée. Or, rien dans la loi n'attribue compétence aux Tribunaux lorsqu'il s'agit des peines de simple discipline, et l'on ne peut pas ici ajouter à la loi.

Il apparaît d'ailleurs, si l'on consulte les dispositions législatives antérieures et les travaux préparatoires des textes régissant la matière, que l'intention du législateur a été de réserver aux Tribunaux les affaires motivant l'application des peines les plus fortes pour laisser aux Chambres, qu'il considérait comme un Tribunal d'une matière spéciale, comme un Tribunal de famille, l'application des peines légères.

Le Conseiller d'État Réal, qui avait fait l'exposé des motifs de la loi du 25 ventôse, an ix, s'exprimait ainsi à ce sujet :

« La troisième section du deuxième titre traite des Chambres de Discipline.

« Cette institution ne se trouvait, ni dans la loi de 1791, ni dans les projets dont nous avons parlé. Cependant, lorsqu'il s'agit de donner à une pareille institution toute sa splendeur, il est difficile de ne pas lui rendre le moyen le plus sûr, le seul efficace peut-être, de maintenir ces fonctionnaires publics dans les règles de cette probité sincère et scrupuleuse que leur profession exige. Ce n'est *pas assez d'avoir prévu le cas de destitution, de suspension*, et d'avoir exigé un cautionnement qui garantit le public contre les malversations ; la loi qui ne réprime que les délits ne suffit plus à cette institution, il faut, pour ceux qui en exercent ce beau ministère, un Code pénal plus sévère, *un Tribunal plus austère que pour le commun des hommes...* Ce Code plus sévère, ce Tribunal plus austère, nous les trouverons dans l'institution des Chambres de Discipline... Il faut que le notaire, que la loi ne pourrait atteindre, il faut que le notaire, que les *Tribunaux ne*

pourraient intimider, VOIE SANS CESSÉ DANS SES CONFRÈRES, des juges aussi éclairés, aussi infaillibles que sa conscience, aussi inévitables que ses remords. »

On ne pourrait pas faire plus clairement la distinction entre les Tribunaux chargés des délits de droit commun et des destitutions et suspensions, et les Chambres de Discipline, Tribunal de famille, Tribunal où les juges sont les confrères de l'officier ministériel et qui aux termes de l'article 50, est chargé de la discipline intérieure.

L'impression très nette qui se dégage de l'exposé des motifs, par Réal, s'accroît encore lorsqu'on lit le rapport fait au Tribunat sur la même loi, par le tribun Favard, au nom de la section de la législation.

« C'est en quelque sorte un *Tribunal de famille* créé en faveur de ces fonctionnaires. Les jugements émanés de ce Tribunal auront le précieux avantage d'écarter tout ce qui pourrait les déconsidérer... Le projet défère aux Tribunaux la connaissance des suspensions, destitutions, condamnations d'amende ou dommages-intérêts, auxquels les notaires se trouvent exposés dans les cas prévus par la loi. »

Enfin, la même distinction, entre le domaine des Tribunaux et le domaine des Chambres, se retrouve dans le discours du tribun Jaubert, sur la même loi au Corps législatif.

« Ainsi, on voit dans quels cas les parties peuvent obtenir des dommages-intérêts, dans quels cas il peut y avoir lieu à amende, à suspension, à destitution... » et plus loin : « ...Il importe que la surveillance légale dont les bornes sont connues, soit aidée par une surveillance d'un

autre genre, qui puisse atteindre ce que trop souvent la loi ne peut pas pénétrer. C'est ce qui a fait concevoir l'idée des Chambres de Discipline. »

Un peu plus bas, en parlant des Tribunaux, et des Chambres de Discipline, Jaubert emploie les termes : surveillance de la loi, d'une part, censure paternelle de l'autre.

Les travaux préparatoires ne laissent donc aucun doute. Pas un instant, la pensée du législateur n'a été de conférer aux Tribunaux, une compétence quelconque en matière de peines de discipline intérieure qu'il a voulu expressément réserver à ce Tribunal de famille qu'est la Chambre de Discipline. La Jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour refuser au Ministère public le droit de citer un notaire devant le Tribunal en requérant contre lui seulement l'application d'une peine de discipline intérieure.

Dans un pareil cas, le Tribunal devrait se déclarer incompétent. Le Ministère public, lorsqu'il saisit le Tribunal, doit donc spécifier, dans la citation, qu'il requiert la peine de la suspension, ou de la destitution, ou tout au moins il doit viser l'article 53 de la loi du 25 ventôse an ix qui a édicté ces peines (1).

La Cour de Cassation, a cependant admis que dans le cas, où malgré l'injonction de poursuivre adressée au Syndic par le Ministère public, la Chambre aurait refusé de statuer, le Tribunal pourrait être saisi d'une poursuite

(1) Trib. de Langres, 26 avril 1892. — S. 1892, 2, 171.

tendant à l'application d'une simple peine de discipline intérieure (1).

En matière de compétence *ratione personae*, le Tribunal et la Chambre compétents pour statuer sont ceux de la résidence du notaire quel que soit l'endroit où les faits se sont accomplis (2).

2° AVOUÉS ET HUISSIERS.

Aux termes de l'article 35 de la loi du 8 avril 1810, la surveillance des officiers ministériels appartient au Ministère public. Celui-ci doit donc poursuivre les avoués lorsqu'il apprend qu'ils se sont rendus coupables d'un fait de discipline.

Mais quel va être le Tribunal compétent pour statuer?

Nous retrouvons ici la compétence du Tribunal et celle des Chambres de Discipline.

Mais les textes n'ont pas donné lieu aux discussions que nous avons vu s'élever en matière notariale. Le fait sera de la compétence des Chambres de Discipline lorsqu'il paraîtra devoir entraîner l'une des peines suivantes : le rappel à l'ordre, la censure simple par la décision même, la censure avec réprimande, par le président, à l'officier ministériel en personne devant la Chambre assemblée, l'interdiction de l'entrée de la Chambre pendant une durée que la loi ne limite pas (arrêté du 13 frimaire

(1) Cass., 16 juin 1836. — S. 1836, I, 461.

(2) Lefebvre, nos 75 à 78. *Dictionnaire des Notaires*. — Cass., 10 mai 1864. — S. 1864, I, 359.

an ix, article 4). Quant aux Tribunaux, leur compétence était déterminée par les articles 102 et suivants du décret du 30 mars 1808, qui étaient ainsi conçus : « Les officiers ministériels qui seront en contravention aux lois et règlements pourront, suivant la gravité des circonstances, être punis par des injonctions d'être plus exacts ou plus circonspects, par des défenses de récidiver, par des condamnations de dépens en leur nom personnel, par des suspensions à temps ; l'impression et même l'affiche des jugements à leurs frais pourront aussi être ordonnés et leur destitution pourra être provoquée, s'il y a lieu, article 103. Dans les Cours et dans les Tribunaux de première instance, chaque Chambre connaîtra des fautes de discipline qui auraient été commises ou découvertes à son audience. Les mesures de discipline à prendre sur les plaintes des particuliers ou sur les réquisitions du Ministère public, ayant pour cause des faits qui ne se seraient point passés ou n'auraient pas été découverts à l'audience, seront arrêtées en Assemblée générale à la Chambre du Conseil, après avoir appelé l'individu inculpé. Ces mesures ne sont point sujettes à l'appel ni au recours en cassation, sauf le cas où la suspension serait l'effet d'une condamnation prononcée en jugement. Notre Procureur général rendra compte de tous les actes de discipline à notre grand juge, Ministre de la Justice, afin qu'il puisse être statué sur les réclamations, ou que la destitution puisse être prononcée s'il y a lieu, article 104. Notre Procureur général, en chaque Tribunal de première instance, sera tenu de rendre, sans délai, un pareil compte à notre Procureur général, en la Cour du ressort, afin que

ce dernier l'adresse à notre grand juge, Ministre de la Justice. »

Mais ces textes ont été modifiés par la loi des 10 et 12 mars 1898, sur la destitution des officiers ministériels, qui a établi les dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — Toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amendes et dommages-intérêts seront prononcées contre les avoués, les huissiers et commissaires-priseurs, par le Tribunal civil de leur résidence, à la poursuite des parties intéressées ou d'office, à la poursuite et diligence du Procureur de la République. Ces jugements seront sujets à appel et exécutoires par provision, excepté quant aux condamnations pécuniaires.

ARTICLE 2. — L'article 102 du décret du 30 mars 1808 est modifié comme suit : Les officiers ministériels qui seront en contravention aux lois et règlements, pourront, suivant la gravité des circonstances, être punis par des injonctions d'être plus exacts ou circonspects, par des condamnations de dépens en leur nom personnel, par des suspensions à temps. L'impression et même l'affiche des jugements pourront aussi être ordonnées et leur destitution pourra être prononcée s'il y a lieu. L'article 103 du même décret est abrégé, sauf en ce qui concerne sa première disposition qui est maintenue dans les termes et avec la modification ci-après :

« Dans les Cours et Tribunaux de première instance, chaque Chambre connaîtra des fautes de discipline qui auraient été commises à son audience. »

Les modifications apportées par la loi de 1898 portent donc sur la forme dans laquelle le Tribunal devra statuer.

Avant cette loi, le Tribunal jugeait tantôt en Chambre de Conseil, tantôt en audience publique. Depuis l'abrogation de l'article 103 du décret de 1808, c'est toujours en audience publique que le Tribunal doit statuer.

Pour résumer l'ensemble de ces textes, disons que toutes les fois que le fait paraîtra devoir entraîner l'une des peines prévue par l'article 45 de la loi du 8 avril 1810, la juridiction compétente sera celle de la Chambre des Avoués. Toutes les fois qu'au contraire, il s'agira de peines de suspension ou de destitution, d'amendes, de dommages-intérêts, ce sera le Tribunal qui sera compétent. La jurisprudence admet que lorsque le Tribunal reconnaîtra que le fait qui paraissait de prime abord devoir entraîner la peine de la suspension ou de la destitution, est moins grave qu'on ne le pensait, il peut appliquer une peine de discipline intérieure (1).

Ici encore nous nous élevons contre cette interprétation de la loi. Le législateur, pour les avoués et pour les huissiers, a nettement tracé la répartition entre les Chambres de Discipline et les Tribunaux.

La loi de 1898, en reprenant les termes de la loi sur le notariat, a précisé les limites des pouvoirs du Tribunal et l'on peut répondre, en faveur de la thèse que nous indiquons, les arguments qui ont déjà été donnés lorsque cette question a été traitée à fond, à propos de la discipline des notaires.

- (1) Douai, 13 sept. 1834. — *J. des Huissiers*, t. 17, p. 29.
Amiens, 16 avril 1845. — *J. des Huissiers*, t. 17, p. 29.
Cass., 18 juillet 1895. — *J. des Huissiers*, t. 80, p. 20.
Tarbes, 15 nov. 1898. — *J. des Huissiers*, t. 80, p. 20.

Une question assez délicate peut se présenter devant les Tribunaux en matière disciplinaire. La loi de 1898 donne compétence au Tribunal civil pour statuer sur les poursuites exercées contre les avoués, les huissiers et commissaires-priseurs, et elle précise que le Tribunal compétent sera celui de leur résidence. Faut-il comprendre dans les avoués qu'a visés le législateur, à la fois les avoués de première instance et les avoués d'appel ? Ces derniers sont-ils réellement justiciables du Tribunal civil ?

La jurisprudence avait décidé, avant la loi de 1898, que la juridiction d'une Cour ou d'un Tribunal ne pouvait s'exercer que sur les officiers ministériels attachés à cette Cour ou à ce Tribunal. La Cour de Cassation avait notamment décidé qu'une Cour d'Appel excédait ses pouvoirs, en statuant sur l'action disciplinaire dirigée contre un avoué exerçant près un Tribunal de première instance de son ressort, quand bien même la faute reprochée à cet avoué aurait été découverte à son audience (1).

Il semble que cette interprétation ne puisse plus être adoptée actuellement, en présence des termes généraux que le législateur a employés dans la loi de 1898. Il est évident que s'il avait entendu faire une réserve à ce sujet, il aurait expressément indiqué la compétence de la Cour vis-à-vis des avoués d'appel.

Il faut bien remarquer en effet, que la compétence de la Cour d'Appel ne pouvait résulter que de l'article 103 du décret du 30 mars 1808 *qui visait les Cours et les Tribunaux de première instance*. Or le législateur, dans l'article 2

(1) Cass., 29 décembre 1845. — S. 46, I, 232.

de la loi de 1898, a abrogé l'article 103, sauf en ce qui concerne sa première disposition qui a été modifiée. La compétence de la Cour ne pouvait résulter que de la deuxième disposition de l'article 103, qui visait les fautes non commises ou découvertes à l'audience, disposition qui a été abrogée. Le seul alinéa qui subsiste actuellement, ne vise que les fautes commises à l'audience et ne peut être interprété, si l'on examine sa place dans le texte, que comme une dérogation au principe général de l'article 1^{er} qui donne compétence au Tribunal civil. C'est dans ce sens que M. le Poittevin interprète le texte dans son *Dictionnaire des Parquets*.

« La poursuite disciplinaire, dit-il, est portée devant le Tribunal civil de la résidence de l'avoué, qu'il s'agisse d'un avoué de première instance ou d'un avoué d'appel (1). »

(1) Le Poittevin. *Dictionnaire formulaire des Parquets et de la Poursuite judiciaire*, 4^e édition, mot avoué, n^o 34.

CHAPITRE IV

De la procédure.

1° CHAMBRES DE DISCIPLINE.

A) *De la citation.* — Nul ne peut être condamné sans avoir été appelé à se défendre. Tout officier ministériel contre lequel est dirigée une action disciplinaire doit être mis à même de faire valoir devant ses juges les arguments qui peuvent militer en sa faveur. C'est pourquoi la loi exige qu'une citation soit adressée au prévenu.

Seul le Syndic a le droit de saisir la Chambre. Il le fait soit d'office, soit sur l'invitation du Procureur de la République, soit à la requête des parties intéressées.

La citation est indispensable, à moins que l'officier ministériel ne consente à se présenter volontairement. Dans le cas contraire, il doit être cité. Cette règle est établie : pour les notaires, par l'article 17 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 ; pour les avoués, par l'article 11 de l'arrêté du 13 frimaire an ix ; pour les huissiers, par l'article 80 du décret du 14 juin 1813.

Sa forme est régie par les mêmes textes. Pour les notaires, elle consiste en une lettre du Syndic, envoyée par le Secrétaire qui tient en note. Si le notaire ne comparait pas sur ce premier avertissement, il est cité une seconde fois par ministère d'huissier. Quant aux avoués

et aux huissiers, la forme de la citation est la même pour les deux corporations. Elle consiste dans une lettre du Syndic, envoyée par le secrétaire qui en prend note. Quel que soit le corps auquel l'on ait affaire, les textes que nous venons de viser établissent un délai, qui doit nécessairement séparer le jour de la citation du jour de l'audience. Ce délai est au minimum de cinq jours. C'est un délai franc, et par conséquent le *dies a quo* et le *dies ad quem* ne doivent pas être compris dans son calcul.

L'officier ministériel doit être exactement renseigné sur la nature des faits qui lui sont reprochés et sur lesquels il va être appelé à présenter sa défense. Ces faits doivent donc être indiqués sur la citation.

Mais il n'est pas nécessaire que cette citation contienne un exposé complet, il suffit d'une simple indication de l'objet de la poursuite (1).

Toutes les formalités que nous avons indiquées au point de vue, soit de la forme, soit des délais, soit de la qualification des faits, sont substantielles et leur défaut, entraînerait la nullité de la décision dans le cas où les principes posés à ce sujet n'auraient pas été observés (2).

(1) Civ. Cass., 18 février 1907. — D. 1907, I, 133.

(2) Cass., 9 avril 1862. — D. 62, I, 283. — 5 juillet 1864. *Rev. Not.*, n° 1142. — 21 février 1865. — D. 65, I, 86. — 29 mai 1885. — D. 84, I, 79. — 24 janvier 1881. — D. 81, I, 218. — 24 juillet 1900. — *J. des Huissiers*, t. 81, p. 323. — Cass., 12 mars 1902. — S. et P. 1902, I, 272.

La raison en est qu'il y a là des règles qui tiennent au droit de la défense, droit qui doit être respecté devant toutes les juridictions.

La nullité existerait dès que l'officier ministériel pourrait se plaindre de n'avoir pas été averti des poursuites que l'on dirigeait contre lui, par exemple dans le cas où un notaire ayant été cité une première fois devant une Chambre qui n'a pu se réunir par suite de l'abstention de l'un de ses membres, la condamnation a été prononcée dans une réunion ultérieure, sans nouvelle citation de l'inculpé qui était absent. (Arrêt du 21 février 1865 de la Cour de Cassation).

Cependant, la nullité ainsi encourue peut se couvrir. L'essentiel, c'est que les droits de la défense soient sauvegardés. Du moment que cette condition est remplie, la nullité doit être écartée.

La citation, par exemple, se réfère à une plainte qui a été communiquée à l'inculpé, lequel y a répondu par écrit, ou bien les faits qui n'ont pas été énoncés sur la citation soit des faits connexes à ceux qui sont poursuivis et l'inculpé les a d'ailleurs compris dans sa défense : « L'attention de l'inculpé, dit à ce sujet, M. Lefebvre, t. 2, n° 266, a été appelée par cette citation sur tous les faits connexes à l'infraction qu'elle relève et lorsqu'en pareille circonstance, il a accepté le débat sur l'ensemble de l'inculpation, il y a lieu de supposer que s'il se défend sur tous les points c'est que sa défense est également prête sur tous. »

Citons encore le cas où l'inculpé ayant eu connaissance des faits par exemple au moyen d'une lettre du

Président, a comparu et accepté le débat en prenant les conclusions au fond (1).

Il suit de là que le moyen tiré de la nullité de la citation ne pourrait être opposé pour la première fois devant la Cour de Cassation quand le débat a été accepté au fond devant la Chambre (2).

La Cour de Cassation a même décidé que n'est pas nulle, comme portant sur un chef d'inculpation non visé dans la citation, et non examiné dans les débats, la décision d'une Chambre de Discipline de Notaires qui rapproche des faits articulés par la plainte et visés par la citation, deux lettres contenant un manque d'égards du notaire inculpé envers le président de la dite Chambre, si ce manque d'égards n'est pas retenu comme constituant un chef d'inculpation nouveau et distinct, mais est relevé seulement parmi les éléments généraux d'appréciation permettant de déterminer d'une manière exacte la mesure de la sanction à infliger aux faits énoncés dans la citation (3).

B). *Comparution de l'inculpé.* — L'inculpé doit comparaître en personne. Bien que la loi n'ait pas statué à cet égard, il n'est pas douteux que la Chambre de Discipline ait le droit d'ordonner la comparution personnelle de

(1) Req., 18 avril 1887. — D. 87, I, 156. — Cass., 18 mai 1870. — D. 70, I, 429. — Cass., 17 juin 1885. — D. 86, I, 80. — Cass., 8 mai 1889. — *Rev. Notariat*, 8082. — Civ. Cass., 3 janvier 1906. — D. 1907, I, 93.

(2) Cass., 18 février 1907. — D. 1907, I, 133.

(3) Cass., 23 octobre 1900. — S. et P. 1901, I, 231.

l'inculpé lui-même. Il faut en cette matière procéder par analogie et demander la solution de la difficulté aux articles 119 du Code de Procédure civile et 185 du Code d'Instruction criminelle qui autorisent le juge à exiger en tout état de cause la comparution personnelle de l'inculpé. Cette extension ne fait pas de doute si l'on considère la nature du Tribunal auquel nous avons affaire. Il ne s'agit pas d'une juridiction ordinaire, mais en quelque sorte d'un Tribunal de famille. Le vœu du législateur a été de permettre aux membres d'un corps d'officiers ministériels de demander compte des fautes commises par un confrère et de l'avertir paternellement lorsqu'il a manqué à la discipline. Or, la première condition pour que cette institution fonctionne selon le but qu'elle s'est proposé, c'est que les juges puissent forcer l'inculpé à écouter leurs conseils, à se rendre à leurs exhortations. On ne saurait donc admettre que le prévenu pourra se faire représenter par un tiers quel qu'il soit, quand bien même ce serait un avoué ou un avocat. « Ici, dit Morin, t. 2, n° 761, point de débat entre des individus sur des intérêts privés, point d'actes de procédure à faire par un mandataire légal : c'est un corps dont les règles ont été méconnues qui vient demander compte à l'un de ses membres de l'infraction commise. Il a le droit d'exiger des explications personnelles si celui-ci ne veut pas s'exposer à être jugé d'après les présomptions qui existent contre lui. »

C'est en ce sens que s'est fixée la jurisprudence (1).

(1) Nancy, 28 février 1874. — D. *Mot Discipline judiciaire*, n° 73.
— Trib. de Tarascon, 6 septembre 1879. — D. 80, III, 45.

D'ailleurs, le décret du 14 juin 1813, article 80, indique, en ce qui concerne les huissiers, que si l'inculpé ne comparait pas, il est donné défaut contre lui et passé outre.

Certains auteurs admettent cependant que la Chambre peut dispenser l'officier ministériel de se présenter, dans le cas où ce dernier est en mesure de justifier d'un empêchement sérieux.

Une autre difficulté se présente en ce qui concerne l'assistance d'un défenseur. Il s'agit ici d'une juridiction familiale, d'un Tribunal particulier au corps, dont l'inculpé fait partie. Les débats consistent moins en un procès qu'en une explication entre confrères sur les faits qui sont reprochés à l'un d'eux. N'est-ce pas aller contre le vœu du législateur que d'admettre la présence d'un étranger au sein de la Chambre de Discipline? Il est un cas où la réponse ne fait pas l'ombre d'un doute, c'est lorsque le prévenu désire se faire assister de l'un de ses confrères. Rien ne s'oppose à ce que l'un des membres de la corporation vienne défendre celui qui est accusé, le débat se déroulant de la sorte entre ceux qui font partie du corps dont il s'agit.

L'assistance d'un défenseur est plus contestable lorsqu'il s'agit d'un avocat ou d'une personne étrangère au corps. Si l'on consulte les textes qui régissent la matière, ils ne fournissent pas de réponse précise à la question.

A l'égard des avoués, l'article 13 de l'arrêté du 13 frimaire an ix s'exprime ainsi : « La Chambre prend ses délibérations dans les affaires particulières après avoir entendu ou dûment appelé les avoués inculpés ou inté-

ressés, ensemble les tierces parties qui voudront être entendues et qui, dans tous les cas, pourront se faire représenter ou assister par un avoué ». L'article 20 de l'ordonnance de 1843 est conçu à peu près dans les mêmes termes en ce qui concerne les notaires. Or, à n'en pas douter, les mots « et qui, dans tous les cas, pourront se faire représenter ou assister par un avoué ou un avocat, se rapportent aux tierces parties ». Morin, t. 2, n° 264, est cependant d'avis d'interpréter ces textes plus largement et d'autoriser l'officier ministériel à se faire assister par un défenseur. C'est certainement forcer l'interprétation d'un texte absolument clair par lui-même et qui ne contient pas de disposition relative à notre cas.

La cour de Cassation n'avait d'ailleurs pas admis le système proposé par Morin. Dans un arrêt du 30 novembre 1820, elle avait jugé que le droit de tout inculpé de se choisir un défenseur souffrait exception en matière de discipline. Bien que cet arrêt fut rendu en matière de discipline judiciaire, il pouvait être considéré comme émettant l'opinion de la Cour, en toutes matières disciplinaires.

Mais la jurisprudence n'a pas persisté dans cette voie et peu après un arrêt des Chambres réunies consacrait pour le juge poursuivi disciplinairement le droit de se faire assister d'un défenseur (1).

Nous ne pensons pas toutefois qu'il faille rechercher dans les textes ci-dessus visés la base du droit de l'inculpé. Le

(1) V. Dallez. *Mot Discipline judiciaire*. — Arrêts du 14 janvier 1833 et du 12 janvier 1844. — Trib. civil de Draguignan, 13 août 1840. — *Discipline*, n° 261. — Lefebvre, t. 2, n° 906. — Dutruc, nos 356-587.

droit de se faire assister d'un conseil, il le tient du grand principe de droit naturel contre lequel on ne peut pas s'élever, du droit qu'a tout individu en butte à une accusation qui le menace dans sa liberté, dans son honneur, ou dans sa vie, d'user de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour établir sa justification et faire triompher son innocence. Ce principe est général. Il est admis devant toutes les juridictions. Il ne pourrait souffrir d'exceptions que si une loi était venue en établir une d'une façon formelle. Le droit de se faire assister d'un conseil fait donc partie intégrante du droit de défense et ne doit pas plus souffrir exception en matière disciplinaire qu'en toute autre matière.

c) *Instruction de l'affaire.* — Elle est en principe confiée au rapporteur. Ce dernier a pour mission de recueillir les renseignements sur l'officier ministériel inculpé. La loi n'a prévu aucune forme en ce qui concerne l'accomplissement de cette mission. Le rapporteur pourra donc se renseigner par tous les moyens qui seront en son pouvoir.

A la suite de ses investigations, il déposera un rapport qui sera lu devant la Chambre et en présence de l'officier ministériel inculpé (ordonnance du 4 janvier 1843 ; décret de 1813 ; arrêté du 13 frimaire an ix).

La formalité du rapport est substantielle et son omission entraînerait la nullité de la décision (1).

(1) Cass., 22 janvier 1872. — *Journal des Huissiers*, t. 61, p. 239.

Cass., 13 nov, 1872. — S. 73, I, 104. — 2 mars 1881. —

S. 81, I, 419.

D) *De la récusation.* — La récusation de l'un des membres de la juridiction peut être exercée devant les Chambres de Discipline, comme devant les Tribunaux. C'est encore une des garanties du droit de la défense que l'inculpé ait le droit de n'être jugé que par des juges absolument impartiaux. Si l'on se reporte aux motifs qui ont inspiré la rédaction de l'article 378 du Code de Procédure civile, on voit qu'ils ne comportent pas de distinction entre les diverses juridiction. C'est ainsi que bien que le droit de récusation figure dans l'article 378 du Code de Procédure civile, on l'applique cependant en matière pénale, alors que le Code d'Instruction criminelle ne contient aucune disposition relative à la récusation en matière criminelle. Les auteurs sont unanimes pour enseigner qu'il faut suppléer au silence de la loi criminelle en appliquant dans ce cas purement et simplement les articles 378 et suivants du Code de Procédure civile. D'ailleurs, il faut remarquer que les Chambres de Discipline statuent hors la présence du public, et que si la récusation est admise lorsque la publicité constitue une garantie de l'impartialité, des juges *a fortiori* doit-elle l'être, lorsque cette garantie fait défaut. A ces raisons, on peut ajouter un argument historique, car, dans l'ancien droit, l'avocat qui appelait de sa radiation devant l'Assemblée générale de l'ordre pouvait récuser ceux de ses confrères, qui lui paraissaient justement suspects. Le Conseil de Discipline des Avocats de Paris a d'ailleurs continué à appliquer cette règle. Un arrêté du 13 avril 1833 sur la récusation dirigée contre un membre du Conseil a implicitement reconnu le principe. La même règle a été d'autre part

virtuellement reconnue par le Procureur général Merlin, pour les Chambres d'Avoués dans les circonstances suivantes :

On soutenait, devant la cour de Cassation, qu'une Chambre d'Avoués, chargée d'instruire sur des faits imputés à un membre de la corporation, avait excédé ses pouvoirs en procédant à l'information, sans avoir fait homologuer, ainsi que le prescrivait l'article 3 de l'arrêté du 13 frimaire an ix, les décisions par lesquelles elle avait successivement rejeté l'exception déclinatoire qui lui avait été proposée et les récusations qui avaient été présentées contre deux de ses membres.

Le Procureur général Merlin combattit le pourvoi en ces termes : « Mais quels sont les actes des Chambres d'avoués qui sont sujets à homologation. Ce sont les simples avis. L'article 5 de l'arrêté du 13 frimaire an ix est formel. Or, ce n'est point par simple avis que la Chambre des Avoués de Limoges a dû prononcer sur l'exception déclinatoire et sur la récusation du sieur F., elle a dû y statuer, comme elle l'a fait, par des décisions proprement dites; c'est par des décisions proprement dites qu'elle a dû écarter les obstacles que le sieur F. apportait à ce qu'elle se constituât, elle n'a donc eu à cet égard rien à faire homologuer ».

Le Procureur général Merlin ne méconnaît pas l'existence du droit de récusation, puisqu'il se préoccupe de la manière dont la Chambre doit statuer sur les récusations qui lui sont proposées. Au sujet de cette théorie, Lefebvre, t. 2, n° 827, s'exprime ainsi : « Il n'est pas nécessaire qu'une disposition expresse autorise un justiciable à récu-

ser les juges dont l'impartialité n'est pas assurée, pour qu'il ait le droit de demander que cette garantie lui soit accordée. Le droit de récusation est un droit essentiel, une condition indispensable de toute justice, ainsi que d'une défense vraiment complète (1). »

Il faut donc appliquer ici les règles de l'article 378, du Code de Procédure civile. Il faut ajouter d'ailleurs que, conformément aux règles de l'article 380, le juge qui découvrirait en sa personne une cause de récusation, devrait de lui-même la signaler (2).

Le juge, dont la récusation est proposée, ne peut pas statuer sur la récusation dont il est l'objet et être ainsi juge et partie dans sa propre cause (3).

Les formes de la récusation en matière civile sont tracées par les articles 384 et suivants du Code de Procédure civile. Cette procédure spéciale ne présente aucune formalité qui puisse être considérée comme une garantie indispensable du droit de la défense. L'indépendance de l'action disciplinaire reprend alors son plein et entier effet. La récusation de l'un des membres d'une Chambre disciplinaire peut être proposée d'une façon quelconque, soit verbalement, soit par écrit (4).

E) *De l'enquête.* — Le rapport suffira généralement à édifier la Chambre. Il peut arriver toutefois que cette dernière

(1) V. Cass., 24 nov. 1909. — D. 1911, I, 288 (sol. impl.).

(2) Cass., 11 mai 1847. — D. 1847, I, 124. — 24 janvier 1891. — D. 81, I, 219.

(3) Cass., 28 avril 1885. — D. 85, I, 463.

(4) Angers, 6 déc. 1837. — Cass., 22 déc. 1840. — D. mot notaire.

ne s'estime pas suffisamment éclairée et qu'elle désire entendre elle-même les témoins. Elle pourra, dans ce cas, ouvrir une enquête. Cette enquête aura lieu devant l'un des membres de la Chambre. La possibilité de l'enquête n'a pas toujours été admise. Ainsi la Chambre des Notaires de Privas avait ordonné une enquête par délibération en date du 2 mai 1836. Cette décision fut confirmée par un jugement du Tribunal civil de la même ville, le 30 août 1836. Mais la Cour de Nîmes, par arrêt du 5 janvier 1837, désapprouva la procédure ordonnée par la Chambre des Notaires. Actuellement, la question ne souffre aucune difficulté en jurisprudence.

Dans quelle forme les témoins devront-ils être entendus? La loi n'en indique aucune. L'action disciplinaire étant absolument indépendante des règles fixées pour les affaires civiles et les affaires pénales, il s'ensuit que l'audition des témoins est absolument libre et que l'on ne saurait faire application à cette espèce des règles prévues par le Code de Procédure civile ou le Code d'Instruction criminelle en ce qui concerne les enquêtes. Les seules règles qui devront être respectées sont celles qui ont trait au droit de la défense. Il suffira pour cela que l'officier ministériel inculpé ait été mis à même de connaître les dépositions des témoins et de les discuter de quelque façon que ce soit. L'inconvénient de l'indépendance de l'action disciplinaire en matière d'enquête, c'est que les règles du Code de Procédure civile et du Code d'Instruction criminelle, étant inapplicables en l'espèce, les juges n'auront aucun moyen de coercition pour amener les témoins à leur barre. Mais il s'agit là d'une véritable

lacune de la loi, à laquelle seul un texte législatif pourrait apporter un remède.

La preuve pourra être faite par tous les moyens ; par conséquent dans tous les cas, la preuve testimoniale sera admise. C'est un sujet sur lequel nous reviendrons plus complètement en étudiant la procédure devant le Tribunal.

F) *De la lecture du rapport et des réquisitions du Syndic.* — Le prévenu a le droit de connaître toutes les charges relevées contre lui. La lecture du rapport en sa présence est donc une formalité substantielle dont l'omission entraînerait la nullité (1).

Quant au Syndic, s'il prend des réquisitions, elles doivent également être lues en présence de l'inculpé (2).

La décision doit indiquer l'accomplissement de ces formalités et leur observation doit être mentionnée au procès-verbal pour faire preuve de sa régularité (3).

C'est ainsi que la Cour de Cassation a annulé une décision dont le procès-verbal était conçu de la façon suivante : « les débats étant clos, la Chambre, après avoir entendu le Rapporteur en son rapport et le Syndic en ses conclusions, etc. » Il paraît, en effet, résulter de cette rédaction que la clôture des débats a précédé la lecture du rapport et

(1 et 2) Cass., 26 avril 1862. — 3 juin 1863. — 4 juillet 1864. — 26 mai 1884. — 15 juillet 1884. — 28 juillet 1885. — D. 62, I, 340 ; 63, I, 311 ; 64, I, 286 ; 85, I, 176. — 15 avril 1902. — D. 1902, I, 255. — 16 février 1904. — D. 1906, I, 123. — 19 octobre 1908. — S. et P. 1908, I, 527. — V. également Civ., 24 juillet 1906. — D. 1907, I, 93.

(3) Cass., 15 avril 1902 précité.

le dépôt des conclusions et que, par conséquent, l'inculpé n'a pas eu connaissance de ces dernières formalités.

Il n'en serait pas de même d'un procès-verbal portant : « qu'après les explications contradictoires des notaires plaignant et inculpé, le Syndic a déposé son réquisitoire » puis « que les notaires ayant été introduits, le Syndic a donné lecture de ses conclusions, le tout en présence de l'inculpé. »

On ne saurait baser la nullité sur ce que la décision a employé les mots : réquisitoire, d'une part, et conclusions, de l'autre, pour déterminer le rôle du Syndic, ces deux mots se rapportant manifestement à une seule intervention (1).

Il faut d'ailleurs ajouter que la Cour de Cassation a considéré que la formalité du rapport n'est pas exigée, lorsque, sans aborder l'examen au fond, la Chambre se borne à statuer sur une exception soulevée par l'inculpé, spécialement sur une exception d'incompétence (2).

g) *Des décisions des juridictions disciplinaires.* — Au point de vue du fond, le juge disciplinaire doit se décider d'après son intime conviction. Il est souverain appréciateur des faits qui lui sont déférés sur la question de savoir si, réellement, il y a eu faute commise et quelle est la peine qui doit être appliquée en la circonstance.

La Chambre doit nécessairement prononcer une peine si elle reconnaît que le fait existe. Elle ne pourrait pas,

(1) Cass., 12 Mai 1903. — S. 1904, I, 483.

(2) Civ., 6 décembre 1909. — D. 1910, I, 167.

après avoir déclaré que la matérialité de la faute reprochée au prévenu est établie, prononcer l'acquittement en se basant soit sur les excellents antécédents de l'inculpé, soit encore sur des circonstances de nature à atténuer la culpabilité.

Pour prononcer l'acquittement, il faudrait donc ou que la Chambre déclare que les faits n'existent pas, ou qu'ils ne sont pas suffisamment établis. Bien qu'aucun texte de loi n'établisse cette règle en matière disciplinaire, elle peut cependant se justifier par le but même de l'institution des Chambres de Discipline. Elles ont pour objet la répression des faits reprochables commis par les officiers ministériels entre les mains desquels sont placés les intérêts des particuliers. Or, l'intérêt général exige qu'une peine soit prononcée dès que l'inculpé se trouve placé dans l'un des cas prévus par la loi, et une Chambre de Discipline ne remplirait pas son devoir si elle ne condamnait pas l'officier ministériel coupable. Il en serait de même, pensons nous, lorsqu'il résulterait de l'exposé des faits indiqués dans la décision que le prévenu a réellement commis une faute disciplinaire et, dans ce cas, une décision ne prononçant pas de peine, serait à bon droit annulée par la Cour de Cassation.

Lorsque les faits ne sont pas entièrement établis, le doute doit profiter à l'inculpé. Il faut toutefois envisager séparément le cas où le doute porte non sur la faute qui est établie, mais sur l'intention.

Il se peut en effet que rien ne prouve la volonté chez le prévenu de commettre le fait reproché. La faute non intentionnelle ne pourra certes pas être punie, à condi-

tion toutefois que l'absence d'intention ne résulte pas chez l'officier ministériel de l'ignorance de ses devoirs professionnels. Dans ce cas, l'ignorance elle-même constituerait à elle seule une faute suffisante pour entraîner une peine.

Si les juges ne peuvent tenir compte, soit des antécédents de l'inculpé, soit d'autres circonstances pour prononcer l'acquittement, il leur est cependant loisible, en les considérant comme circonstances atténuantes, de frapper le fait d'une peine moindre que celle qu'en premier lieu il avait pu mériter.

En sens inverse, le juge pourrait tenir compte pour aggraver la peine de toutes les circonstances de nature à augmenter la culpabilité et, notamment, des précédentes fautes de l'officier ministériel. Il ne nous apparaît pas qu'il y ait lieu d'appliquer ici les règles de la récidive mais la condamnation précédente pourrait tout au moins être retenue comme circonstance aggravante. Ici, comme en matière pénale, le juge a un pouvoir d'appréciation absolument souverain.

Ce pouvoir ne saurait toutefois aller jusqu'à étendre les termes de la loi; on a vu en effet certaines Chambres créer des peines nouvelles, soit en prononçant une condamnation qui n'était nullement prévue par le législateur, soit encore en prononçant la peine édictée, mais en y ajoutant certaines injonctions de nature à en modifier considérablement la portée. C'est ainsi qu'une décision invitait le notaire à être plus avisé et plus circonspect à l'avenir. Une autre avait infligé à un notaire la peine de l'amende honorable en disposant que le Président serait

invité à faire connaître au prévenu devant la Chambre assemblée, qu'il devait lui adresser, le plus promptement possible, une lettre dans laquelle « il rétracterait tous écrits et toutes paroles acerbes ou inconvenantes qu'il a écrites ou dites, soit contre des confrères, soit contre le rapporteur. »

On a vu également certaines Chambres prononcer la censure avec publicité, ou encore ordonner que la décision qui interdit à un notaire de voter aux Assemblées générales pendant un certain nombre d'années, serait lue chaque année dans l'Assemblée générale, pendant le même nombre d'années.

Les Chambres sortent, dans tous ces cas, des attributions qui leur sont tracées. Les énumérations que la loi fait des peines qui peuvent atteindre un individu sont absolument limitatives, et il n'appartient à personne de les étendre. La règle contraire conduirait à des abus sans nombre. On verrait rapidement s'établir toute une série de décisions les plus diverses, qui défigureraient complètement la nature de l'institution. Chaque Chambre de Discipline ne peut donc appliquer que les peines que le législateur a indiquées pour les corporations qu'elles représentent (1).

La Cour de Cassation a décidé, à ce sujet, que la délibération qui, après avoir constaté que les engagements pris par le notaire inculpé étaient de nature à donner

(1) Cass., 15 déc. 1868. D. 69, I, 79. — 23 déc. 1868. D. 69, I, 140. — 20 fév. 1883. D. 83, I, 192. — 2 mars 1885. D. 85, I, 164. — 30 nov. 1885. D. 86, I, 402. Civ., 18 fév. 1907. — D. 1907, I, 133.

satisfaction au notaire plaignant et qu'il n'y avait plus lieu de s'occuper de la plainte, invite ce notaire à mettre plus d'empressement à l'avenir pour donner satisfaction aux demandes légitimes de ses collègues, ne vise pas spécialement dans cette dernière partie du dispositif, le différend particulier soumis à la Chambre, mais statue par voie de disposition générale et en présence d'éventualités futures ; à ce titre, elle ne saurait être considérée comme un simple avis ou conseil donné en vertu du pouvoir de conciliation reconnu aux Chambres. Elle constitue au contraire, une injonction présentant le caractère d'une véritable pénalité non écrite dans l'article 14 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 et arbitrairement prononcée (1).

La Chambre ne doit pas sortir du cadre qui a été tracé par la loi. Elle a été créée uniquement pour appliquer des peines disciplinaires et elle commettrait un excès de pouvoirs si elle accordait des dommages-intérêts. L'action en dommages-intérêts est uniquement de la compétence des Tribunaux civils. Mais faut-il considérer comme une indemnité pécuniaire la restitution d'honoraires qui pourrait être imposée par une Chambre à l'un de ses justiciables ? On ne saurait enlever à la condamnation le caractère qu'elle a réellement. Ordonner une restitution d'honoraires, c'est imposer une indemnité vis-à-vis de la partie qui en bénéficie ; c'est, par conséquent, condamner à des dommages-intérêts. La jurisprudence décide sagement, qu'en cette matière, les Chambres peuvent donner

(1) Cass., 15 avril 1902. — S. et P. 1903, I, 123.

un avis aux Tribunaux, mais qu'il n'y a là aucune mesure susceptible d'être imposée par voie de coercition (1).

Quant à la forme, les décisions des juridictions disciplinaires sont loin d'être assujetties à toutes les règles qui régissent les jugements. Cependant, ici comme en toutes matières, les formes destinées à sauvegarder les droits de la défense doivent être observées sous peine de nullité.

Il importe en premier lieu que la décision ait été rendue par une Chambre composée conformément à la loi. En ce qui concerne les notaires, l'ordonnance des 4-12 janvier 1843 indique en son article 5 que la Chambre ne peut délibérer valablement qu'autant que les membres présents sont au moins au nombre de douze pour Paris, de sept pour les Chambres composées de neuf membres et de cinq pour les autres Chambres. Toutefois, dans le cas où l'inculpation paraîtra assez grave, pour mériter la suspension ou la destitution, la Chambre devra s'adjoindre, pour formuler son opinion, à Paris, dix notaires, et dans les autres Chambres, un nombre de notaires inférieur de deux à celui de leurs membres.

Les règles qui régissent la composition des Chambres d'Avoués sont posées dans l'arrêté du 13 frimaire an ix. Aux termes de l'article 4 de ce texte, la Chambre des Avoués est composée : de quinze membres dans les Tribunaux où le nombre des avoués est de deux cents et au-dessus ; de onze, lorsque les avoués sont au nombre

(1) Cass., 24 juill. 1854. — D. 54, I, 308. — 14 janv. 1867. — D. 67, I, 40. — 5 juill. 1875. — D. 75, I, 431. — 30 juin 1866. — D. 66, I, 344.

de cent et au-dessus, jusqu'à deux cents inclusivement ; de neuf, lorsque les avoués sont au nombre de cinquante et plus, jusqu'à cent exclusivement ; de sept, lorsque les avoués sont au nombre de trente et plus, jusqu'à cinquante exclusivement ; de cinq, lorsque les avoués sont au nombre de vingt et plus jusqu'à trente exclusivement ; de quatre, lorsque le nombre des avoués est inférieur à vingt. L'article 4 ajoute que la Chambre peut délibérer valablement quand les membres présents et votants forment au moins les deux tiers de ceux dont elle est composée. L'article 9 ajoute que si l'inculpation paraît assez grave, pour amener la suspension ou la destitution de l'avoué inculqué, la Chambre s'adjoint par la voie du sort, d'autres avoués, en nombre égal plus un, à celui des membres dont elle est composée.

L'avis, dans ce cas, ne peut être formé si les deux tiers au moins des membres appelés à l'assemblée, n'y sont point représentés.

Enfin, des règles à peu près identiques, se retrouvent pour les huissiers dans le décret du 14 juin 1813, qui indique, en son article 53, que le nombre des membres de la Chambre de discipline, y compris le Syndic, est fixé à quinze pour le département de la Seine, à neuf pour les autres arrondissements où il y a plus de quinze huissiers, à sept dans les arrondissements où le nombre des huissiers sera de trente à cinquante, à cinq dans les arrondissements où il y aura moins de trente huissiers. Aux termes de l'article 86, la Chambre ne pourra délibérer valablement si les membres votants ne forment au moins les deux tiers de ceux qui la composent.

Ce sont là des règles fondamentales et leur inobservation entraînerait la nullité de la décision (1).

Lorsque l'un des membres de la Chambre sera parent ou allié, soit du plaignant, soit du notaire inculpé, il ne pourra pas prendre part à la délibération. Bien que cette règle qui figure dans l'article 19 de l'ordonnance de 1843 sur le notariat, ne soit pas reproduite par l'arrêté de frimaire an ix et le décret de 1813, il y a lieu d'en étendre les dispositions aux Chambres d'Avoués et aux Chambres d'Huissiers, tout au moins en ce qui concerne le membre qui serait parent ou allié de la partie plaignante. Car le droit de n'être jugé que par des juges impartiaux est une des garanties de la défense.

Il en est de même de la règle qui veut que les juges qui statuent dans une affaire aient assisté à tous les débats du procès. Ce principe doit s'appliquer devant les juridictions disciplinaires comme devant les autres Tribunaux. L'inculpé a le droit de n'être jugé que par ceux qui connaissent à fond les faits qui lui sont reprochés et qui ont pu l'entendre dans sa défense (2).

La Cour de Cassation estime d'ailleurs qu'il suffit que le droit de défense soit respecté pour qu'il n'y ait pas nullité. Ainsi, le membre d'une Chambre de Discipline qui n'a pas assisté à une séance dans laquelle un notaire

(1) Cass., 1^{er} avril 1903. — S. et P. 1903, I, 280.

Cass., 7 juin 1905. — D. 1908, I, 454.

Cass., 6 août 1906. — D. 1907, I, 505. — S. et P. 1909, I, 309.

(2) Cass., 4 juill. 1864. — D. 64, I, 286. — 21 fév. 1865. — D. 65, I, 135.

inculpé a été officieusement invité à donner des explications sur le fait qui lui est imputé, a pu valablement concourir à la décision disciplinaire ultérieurement rendue contre ce notaire, lorsque cette décision a été précédée de plusieurs séances auxquelles ce membre a assisté et dans laquelle le notaire inculpé a été mis à même de présenter tous ses moyens de défense (1).

L'opinion se forme à la majorité. Les décisions une fois formées, à la majorité, sont rédigées. La loi précise à ce sujet des règles de forme qui devront être observées à peine de nullité.

L'ordonnance de 1843, article 20, prescrit que les délibérations de la Chambre des Notaires seront motivées et signées par le Président et le Secrétaire, à la séance même où elles seront prises. Chaque délibération contiendra les noms des membres présents.

L'article 88 du décret de 1813 indique, en ce qui concerne les huissiers, que les délibérations seront inscrites sur un registre coté et paraphé par le Syndic, et qu'elles seront signées par tous les membres qui y auront concouru, les expéditions seront signées par le Syndic et le Secrétaire.

Enfin, l'article 13 de l'arrêté de frimaire an ix, édicte les règles de forme applicables aux décisions de la Chambre des Avoués, qui doivent être motivées et signées sur la minute par la majorité des membres présents. Les expéditions ne sont signées que par le Président et le Secrétaire. La décision doit indiquer les formalités qui ont été remplies, pour permettre à la Cour de Cassation

(1) Req., 16 nov. 1846. — D. 1846, I, 346.

d'exercer son contrôle. Elle doit donc mentionner la composition de la Chambre, le nom des parties, la citation, l'audition du Rapporteur et celle du Syndic, la comparution en personne de l'inculpé, l'audition du plaignant et de l'inculpé, enfin les motifs.

L'obligation de motiver les décisions disciplinaires est générale, et doit s'étendre aux décisions des Chambres d'Huissiers, bien que par une omission évidente, le décret de 1813 n'en ait pas fait mention.

Les motifs sont en effet une garantie du droit de la défense. L'inculpé est certain d'être mieux jugé si la juridiction dont il dépend est tenue d'indiquer les raisons qui l'ont déterminée. A cette considération primordiale, on peut ajouter la confiance qui résulte, pour les juges, de ce que chacun de leurs jugements indique des arguments qui peuvent être discutés par tous. La nécessité des motifs dérive encore de ce fait que toutes les décisions des juridictions disciplinaires sont soumises au contrôle de la Cour de Cassation. Or, ce contrôle ne peut efficacement s'exercer que si la Chambre dont émane la décision a indiqué les raisons qui l'ont déterminée : garantie du droit de la défense, contrôle efficace de la Cour suprême, tels sont les principaux arguments qui militent en faveur de l'obligation de motiver toutes les décisions disciplinaires ; telles sont aussi les limites de cette obligation, et une décision sera suffisamment motivée lorsqu'elle fera connaître à l'inculpé les raisons de sa condamnation, et lorsqu'elle permettra le contrôle de la Cour de Cassation (1).

(1) Cass., 1881. — D. 82, I, 209.

Cass., 6 août 1906. — D. 1907, I, 505.

La jurisprudence de la Cour de Cassation admet que la décision doit être annulée lorsqu'il est impossible de déterminer l'influence que quelques griefs retenus à tort ont pu exercer sur la fixation de la pénalité unique appliquée à l'ensemble des faits incriminés (1)

Mais la décision émanant d'une Chambre disciplinaire qui a déjà statué par défaut et qui confirme par la suite le jugement entrepris par voie d'opposition en décidant que rien de nouveau ne s'est produit aux débats, n'est pas nulle comme insuffisamment motivée (2).

L'obligation de motiver les décisions disciplinaires entraîne la nécessité d'y examiner les arguments de l'inculpé et d'y répondre.

La règle la plus sûre à suivre en l'espèce, est de faire figurer sur la rédaction de la décision, en même temps que l'exposé de faits, les conclusions prises par la partie poursuivante et celles qui ont été déposées par l'inculpé, mais il n'y a là, nous semble-t-il, aucune obligation, la loi n'ayant nullement imposé une règle à ce sujet, et les articles 141 et 142 du Code de Procédure civile étant inapplicables aux matières disciplinaires.

La Cour de Cassation a eu à se poser à propos de l'une des expèces dans lesquelles elle a consacré les principes

(1) Cass., 6 juill. 1899. — S. et P. 1901, I, 357.

(2) Cass., 29 janv. 1855. — D. 55, I, 119. — 12 nov. 1856. — D. 56, I, 395.

Cass., 25 janv. 1870. — D. 70, I, 160.

Cass., 6 avril 1891. — D. 91, I, 229. — 13 avril 1892. — D. 92, I, 296.

Cass., 9 janv. 1902. — S. et P. 1908, I, 24.

que nous venons d'indiquer, la question de savoir si les Chambres disciplinaires pouvaient indiquer dans leurs décisions le nombre des membres qui s'étaient décidés en faveur de l'une ou de l'autre opinion ; par exemple, de mentionner que la sentence a été rendue à la majorité de trois contre deux, ou encore à l'unanimité. La loi ne tranche pas la question ; il faut donc ici suppléer à son silence. La Cour de Cassation a jugé, dans un arrêt du 16 août 1881, que le fait par une décision d'indiquer qu'elle a été prise à l'unanimité n'entraîne pas la nullité, parce qu'aucun texte de loi n'attache la nullité à cette mention. Les nullités, dit-on, sont de droit étroit. Nous estimons qu'en l'espèce la nullité aurait dû être prononcée, parce que la mention du nombre des membres qui se sont prononcés en faveur de la condamnation va directement à l'encontre de la loi. Nous avons déjà eu l'occasion d'examiner la pensée qui a inspiré le législateur, lorsqu'en créant les Chambres de Discipline, il leur a attribué le droit d'infliger les peines les plus modérées. Il a voulu que dans chaque corps les décisions fussent prononcées par un Tribunal de famille, et consistassent plutôt en une admonestation paternelle qu'en une peine proprement dite. Il a, à cet effet, minutieusement indiqué les sanctions que pouvait prononcer la Chambre et la manière dont elles devaient être appliquées. Nul ne peut ajouter à l'énumération ainsi faite ni modifier la portée des peines prévues.

C'est un principe que, nous l'avons vu plus haut, la Cour de Cassation a maintes fois appliqué lorsque, par quelque modification, une Chambre disciplinaire avait

ajouté quelque chose à la peine prononcée par la loi dans telle ou telle espèce particulière. N'est-ce pas, dans notre cas, aggraver singulièrement la portée de la décision que d'indiquer qu'elle a été prise à l'unanimité des votants par exemple, et n'est-ce pas là ajouter à la sanction prévue par la loi ? La nullité ne pourrait-elle donc être prononcée lorsque la décision va à l'encontre d'une disposition formelle de la loi ?

Il nous paraît impossible d'invoquer, à l'encontre de notre opinion, les dispositions de l'article 1030 du Code de Procédure civile qui non seulement n'est pas applicable en matière disciplinaire, l'action disciplinaire étant absolument indépendante de l'action civile, mais encore qui ne vise que les exploits de procédure.

La délibération doit enfin contenir les noms et le nombre des membres présents de façon à permettre à la Cour de Cassation de savoir si cette décision a été prise par une Chambre régulièrement composée (1).

Il faut en outre que chaque décision soit signée. Cette formalité est prévue par les trois textes qui régissent l'organisation des Chambres de Discipline en ce qui concerne les notaires, les avoués et les huissiers. Pour les notaires, les délibérations doivent être signées par le Président et le Secrétaire, à la séance même où elles sont prises. Pour les avoués, les délibérations sont signées, sur la minute, par la majorité des membres présents. Quant aux expéditions, elles ne sont signées que par le Président et le Secrétaire.

(1) Cass., 4 janv. 1889. — D. 90, I, 268.

Pour les huissiers, les délibérations seront signées par tous les membres qui y auront concouru ; les expéditions par le Syndic et le Secrétaire.

Une fois la décision rendue, il importe de la faire connaître à l'inculpé d'une façon officielle.

C'est pourquoi l'ordonnance de 1843 exige que la délibération soit notifiée dans la même forme que la citation, c'est-à-dire par une lettre du Syndic.

L'arrêté de frimaire an 11 prescrit également la notification. Bien que l'arrêté de 1813 soit muet sur ce point, en ce qui concerne les huissiers, la notification paraît dans certains cas indispensable. Il en sera ainsi notamment lorsque l'officier ministériel poursuivi aura fait défaut, lorsqu'il sera nécessaire de faire courir un délai, ou encore quand la décision devra être exécutée, par exemple, pour la censure avec réprimande.

Il faudra que l'inculpé connaisse le texte de la décision qui l'a frappé. D'autre part, la notification devra être faite de telle façon que la date ou la remise à personne ou à domicile soient authentiquement constatées.

La lettre recommandée, envoyée par le Syndic, serait suffisante, les textes de la loi n'exigeant pas en cette matière l'exploit d'huissier.

2° DES TRIBUNAUX.

A) *Procédure.* — La question de procédure est très délicate devant le Tribunal. Il faut distinguer, en effet, tout au moins en ce qui concerne les avoués et les huissiers, puisque les notaires sont toujours justiciables de l'audience publique, les fautes commises à l'audience des autres fautes dont a pu se rendre coupable l'officier ministériel.

Avant la loi de 1898, le Tribunal, saisi de poursuites disciplinaires contre un officier ministériel, devait procéder en Chambre du Conseil et en Assemblée générale, sauf lorsqu'il s'agissait de fautes commises *ou découvertes* à l'audience. Dans ce dernier cas seulement, il devait être procédé en audience publique. L'article 103 du décret du 30 mai 1808 était en effet conçu en ces termes : « Dans les Cours et les Tribunaux de première instance, chaque Chambre connaîtra des fautes de discipline qui auraient été commises ou découvertes à son audience. Les mesures de discipline à prendre sur les plaintes des particuliers ou sur les réquisitions du Ministère public pour cause de faits qui ne se seraient pas passés ou n'auraient pas été découverts à l'audience, seront arrêtées en Assemblée générale à la Chambre du Conseil après avoir appelé l'individu inculpé. . . »

La loi des 10 et 12 mars 1898, sur la destitution des officiers ministériels et ses conséquences relativement aux droits électoraux, décide, dans son article 1^{er}, que « toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amendes et de dommages-intérêts seront prononcées contre les avoués, les huissiers et commissaires-priseurs par le Tribunal civil de leur résidence, à la poursuite des parties intéressées ou, d'office, à la poursuite et diligence du Procureur de la République ». L'article 2 déclare abrogé l'article 103, sauf dans sa première disposition qui est modifiée de la façon suivante :

« Dans les Cours et Tribunaux, chaque Chambre connaîtra des fautes de discipline qui auraient été commises à son audience. »

Il résulte formellement de ces articles que la compétence de la Chambre du Conseil est absolument supprimée et que, dans tous les cas, les avoués et huissiers poursuivis seront justiciables de l'audience publique. Cependant, lorsqu'il s'agira d'une faute commise à l'audience, la Chambre qui tiendra cette audience pourra s'en saisir immédiatement. Quant aux fautes découvertes à l'audience, elles rentreront dans le droit commun et seront poursuivies comme les autres.

Cette interprétation se base sur ce fait que le législateur paraît avoir voulu généraliser la procédure de l'audience publique jusque-là employée seulement pour les notaires. On voit en effet que l'article 1^{er} de la loi de 1898 reproduit intégralement l'article 53 de la loi du 25 ventôse an xi. La procédure qui doit être observée doit donc être la même que celle qui est suivie en matière de discipline notariale. Les travaux préparatoires confirment d'ailleurs nettement cette interprétation.

En parlant de l'article 1^{er}, M. Léopold Thézard, rapporteur de la loi, s'exprimait ainsi : « C'est faire, pour les officiers ministériels proprement dits, ce qui existait déjà pour les notaires. L'article 1^{er} reproduit, en effet, en le généralisant, et sauf une observation à faire ultérieurement, l'article 53 de la loi du 25 ventôse an xi. »

Et plus loin, en parlant de la modification de l'article 103 : « Deux autres modifications importantes sont encore apportées à cet article 103 et, bien que se rattachant moins étroitement à l'objet direct de la proposition, elles nous ont semblé devoir être adoptées :

« 1^o La première partie de l'article actuel permet aux

Tribunaux de *statuer immédiatement* sur les fautes de discipline qui auraient été commises à l'audience ; c'est l'application d'un principe ordinaire en matière de flagrant délit. Mais pour les infractions non commises mais découvertes à l'audience, il y a lieu de rentrer dans le droit commun et de leur assurer le bénéfice d'une instruction régulière et complète. etc. »

Les Tribunaux procèdent donc de deux manières différentes depuis la loi de 1898 : ou la faute a été commise à l'audience, et dans ce cas ils peuvent statuer immédiatement, à l'audience même où le fait s'est produit ; ou la faute n'a pas été commise à l'audience, et, dans ce cas, une information régulière devra être ouverte, mais, contrairement à ce qui se passait avant la loi de 1898, la poursuite sera exercée en audience publique (1).

Parmi les fautes qui peuvent être commises à l'audience par les officiers ministériels, les principales sont assurément les troubles prévus et réprimés par les articles 89 et 90 du Code de Procédure civile. Ces articles sont ainsi conçus : « Article 89 : Si un ou plusieurs individus, quels qu'ils soient, interrompent le silence, donnent des signes d'approbation ou d'improbation, soit à la défense des parties, soit aux discours des juges ou du Ministère public, soit aux interpellations, avertissements ou ordres du Président, Juge-Commissaire ou Procureur du Roi, soit aux jugements ou ordonnances, causent ou excitent du tumulte de quelque manière que ce soit, et, si après l'aver-

(1) Tribunal civil de Tarbes, 15 nov. 1898. — *Gaz. du Palais*, 98, II, 588.

tissement des huissiers ils ne rentrent pas dans l'ordre sur le champ, ils leur sera enjoint de se retirer, et les résistants seront saisis et déposés à l'instant dans la maison d'arrêt pour vingt-quatre heures ; ils y seront reçus sur l'exhibition de l'ordre du Président qui sera mentionné au procès-verbal de l'audience » ; « Article 90 : Si le trouble est causé par un individu remplissant une fonction près du Tribunal, il pourra, outre la peine ci-dessus, être suspendu de ses fonctions ; la suspension, pour la première fois, ne pourra excéder le terme de trois mois ; le jugement sera exécutoire par provision, ainsi que dans le cas de l'article précédent ».

On peut encore citer comme faute commise à l'audience, le fait de produire des écrits ou de prononcer des discours injurieux, outrageants ou diffamatoires, cas prévu par les articles 1036 du Code de Procédure civile et 41 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. Ce dernier article autorise le Tribunal à faire, dans le cas qu'il vise, des injonctions aux avocats et aux officiers ministériels, et même à les suspendre de leurs fonctions, pour une durée maxima de deux mois, et de six mois en cas de récidive dans l'année.

Si la faute n'a pas été commise à l'audience, quelle procédure faut-il employer ? La loi de 1898 a supprimé la procédure en Chambre du Conseil, et, depuis, la jurisprudence est unanime à déclarer que la poursuite devra avoir lieu toute entière à l'audience publique.

Il ne sera donc procédé en Chambre du Conseil, ni pour l'instruction, ni pour le jugement. Mais doit-on appliquer ici les formes du Code de Procédure civile ? La

loi a déferé l'action aux Tribunaux civils ; il apparaît donc, au premier abord, que l'on doit observer purement et simplement les règles qui sont généralement appliquées devant les Tribunaux civils. Cependant, il ne faut pas oublier que si l'action disciplinaire s'exerce devant les Tribunaux civils, elle conduit à l'application d'une peine ; elle se rapproche en certains points de l'action pénale, et nous avons posé en principe, dès le début de cet ouvrage, qu'elle était absolument indépendante de l'action pénale et de l'action civile. On ne peut donc la faire rentrer dans le cadre des dispositions du Code de Procédure civile, dont le domaine bien délimité n'embrasse que l'action civile. Il s'ensuit que l'action disciplinaire doit être en principe affranchie de toutes formes. Il y a lieu cependant de faire une exception en ce qui concerne le droit de la défense. Ce droit étant absolument sacré, il devra en toutes circonstances être respecté ; et c'est pourquoi il faut appliquer ici un petit nombre de règles qui sont imposées par le souci de permettre à l'inculpé de faire valoir les arguments de nature à le justifier.

1° *De la citation.* — En premier lieu, l'inculpé devra être cité. Nul ne peut être condamné sans avoir été entendu ou appelé. La citation devra être faite par exploit d'huissier à la requête du Ministère public, qui a qualité pour excercer les poursuites disciplinaires.

La loi du 10 mars 1898 donne également aux parties intéressées le droit de poursuivre. Cependant, le Tribunal civil de la Seine a estimé que l'exercice de l'action disciplinaire devant les Tribunaux contre les officiers minis-

tériels appartient exclusivement au Ministère public, et que la loi du 10 mars 1898 qui, dans son texte, semble accorder le même droit aux particuliers, doit s'entendre en ce sens que le Ministère public exerce l'action publique dans le but d'obtenir la répression de l'infraction commise, et la partie intéressée, l'action civile tendant à la réparation du préjudice causée (1).

C'est à notre connaissance la seule décision sur la question. Elle nous paraît aller à l'encontre du texte de la loi qui n'a fait aucune distinction à ce sujet. Il n'y a aucune raison pour priver les particuliers du droit de poursuivre en la circonstance, et si le législateur avait entendu le faire, il n'aurait pas manqué de s'en expliquer formellement.

De quelque façon que l'on interprète la loi, la partie lésée peut toujours réclamer des dommages intérêts.

La citation devra obéir à toutes les règles qui sont nécessaires pour assurer l'exercice du droit de la défense. Sa délivrance à personne ou à domicile, la date de son envoi, notamment, ne devront laisser aucun doute dans l'esprit des juges. Il est nécessaire également que l'officier ministériel poursuivi sache de quoi il est inculpé et qu'à cet effet la citation indique d'une façon précise les chefs d'accusation et la peine qui est requise. L'ordonnance du 4 janvier 1843 (article 17) et l'arrêté du 13 frimaire an ix (article 11) le disent en termes formels pour les avoués et les notaires, et il n'y a pas de raison de ne pas étendre ce principe aux huissiers. Il a été jugé en ce sens que la

(1) Trib. civil de la Seine, 26 mai 1906. — D. 1907, V, 3.

citation d'un huissier, devant un Tribunal civil, à raison des fautes par lui commises dans l'exercice de son ministère, est nulle lorsqu'elle énonce que les faits reprochés constituent un délit alors qu'il ne s'agit que de poursuites disciplinaires et qu'en outre elle tend à faire condamner le dit huissier aux peines prononcées par la loi ; l'officier ministériel ne savait pas quelle peine était requise contre lui et ne pouvait, en conséquence, préparer utilement sa défense. Et si le dit exploit est nul par la faute de l'huissier qui l'a signifié, celui-ci peut être condamné aux frais de l'exploit et de la procédure annulée (1).

Ici, comme devant les Chambres de Discipline, la nullité de la citation ne pourra être invoquée que tout et autant que les droits de la défense auront été méconnus. Il n'en serait pas ainsi si l'inculpé avait accepté le débat et ouvert ainsi la nullité. Cette question ayant été étudiée à fond à propos de la procédure devant les Chambres de Discipline, nous n'y reviendrons pas autrement.

2° *Comparution de l'inculpé.* — L'inculpé doit-il comparaître en personne ? Il est tout d'abord un fait certain, c'est que rien dans la loi ne l'y oblige. Cependant le Tribunal peut exiger sa comparution personnelle, pour s'entourer de tous moyens de preuve à l'effet d'asseoir sa conviction.

L'action dirigée contre l'officier ministériel tend en effet à l'application d'une peine, et l'inculpé ne peut en

(1) Tribunal de Mortagne, 20 oct. 1898. — *Gaz. Pal.*, 98, 2, 469. — Conf. Cass., 21 fév. 1865. — D. 65, I, 135. — 24 janv. 1881. — D. 81, I, 218. — 29 mai 1883. — D. 84, I, 79.

quoi ce soit entraver son exercice. Nous pensons donc que le Tribunal pourra, toutes les fois qu'il le jugera utile, ordonner la comparution personnelle du prévenu. En dehors de ces cas, ce dernier est libre, soit de se présenter en personne, soit de se faire représenter par un avoué.

Quant à la présence de l'avoué, il est permis de se demander si elle est facultative ou obligatoire. Le ministère de l'avoué est en principe indispensable devant les Tribunaux civils; or, nous sommes en présence d'une procédure qui se poursuit d'un bout à l'autre devant un Tribunal civil. Il semble donc que l'inculpé ne puisse comparaître sans être assisté d'un avoué. (V. Roland de Villarques, t. 2, n° 165.)

Mais il faut examiner en l'espèce les motifs qui ont poussé le législateur à exiger la présence d'un avoué. Il a voulu écarter du prétoire les débats entre les parties, éviter leur emportement qui, généralement, préjudicie à la clarté des débats. Il a voulu aussi permettre aux plaideurs éloignés du siège du Tribunal de se faire représenter sans être obligés de se déranger à tout instant. Il a désiré mettre les plaideurs dans une situation égale pour la défense de leurs droits et ne pas laisser le plus inexpérimenté à la merci de son adversaire, plus instruit des choses de la procédure. Enfin, il faut ajouter à ces raisons : d'une part, le désir de voir rendre une bonne justice, et de ne pas exposer un plaideur à perdre un procès qu'il aurait gagné s'il l'avait confié à un homme expérimenté; d'autre part, la nécessité de s'en remettre à

des praticiens du soin de se conformer aux règles si compliquées de la procédure civile.

Toutes ces raisons n'existent pas en matière disciplinaire. L'inculpé est obligé de se présenter devant le Tribunal. Il est lui-même, étant officier ministériel, parfaitement au courant des règles de la procédure. Il n'y a donc aucun inconvénient à ce qu'il puisse se présenter seul. Rien ne permet d'étendre à cette matière les dispositions du Code de Procédure civile, l'action disciplinaire étant, par principe, complètement indépendante de l'action civile. Il faut d'ailleurs remarquer que si l'on fait abstraction du Tribunal qui en est juge, l'action disciplinaire se rapproche beaucoup plus de l'action pénale que de l'action civile. Il n'y a point là une lutte d'intérêts privés, mais c'est le Ministère public qui poursuit la répression de faits qui peuvent porter atteinte à la dignité d'un corps d'officiers ministériels. Ces poursuites entraînent l'application de véritables peines et se rapprochent ainsi des procès criminels, qui réclament beaucoup plus impérieusement que les procès civils la liberté de la défense. La présence d'un avoué n'est donc pas plus nécessaire en matière disciplinaire qu'en matière pénale. Cependant, rien n'empêcherait l'inculpé, qui le jugerait utile, de se faire assister d'un avoué, la loi n'en prohibant nullement la présence.

3° *Instruction de l'affaire.* — Le Tribunal a toute latitude en cette espèce. Il peut se renseigner par tous les moyens qui sont en son pouvoir pour arriver à savoir si l'inculpé est ou non coupable, à condition toutefois

que les formes qui tendent à protéger le droit de défense soient absolument respectées (1).

L'enquête ne pourrait pas être ordonnée si les faits n'étaient ni pertinents ni concluants, ou encore si l'officier ministériel n'avait pas été mis à même de faire sa contre-preuve. Ce sont là des règles qui ne peuvent être violées sans que les droits de la défense soient méconnus. La jurisprudence de la Cour de Cassation reconnaît aux Tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la pertinence des faits cotés en preuve (2).

L'enquête doit-elle avoir lieu dans la forme ordinaire, ou comme en matière sommaire ?

L'enquête en matière sommaire a un avantage, c'est qu'elle est plus rapide en général que l'enquête en matière ordinaire. Quant à cette dernière, elle évite à l'officier ministériel le désagrément d'entendre les témoins venir déposer en audience publique sur les faits qui lui sont reprochés. Or, il est de l'intérêt bien entendu de la bonne administration de la justice de ne pas ébruiter les fautes dont a pu se rendre coupable un officier ministériel. Il serait désirable que les affaires de discipline constituassent une simple question d'ordre intérieur dont le public ne devrait pas avoir à connaître, car la faute de l'un ne manque pas de rejaillir sur la considération des autres, et le public n'est pas long à généraliser. Peut-être eût-il été préférable que les affaires eussent été jugées à huis clos. Quoi qu'il en soit, le législateur ne l'a pas

(1) Cass., 25 oct. 1899. — *Gaz. Pal.*, 1900, I, 21.

(2) Req. 15 déc. 1846. — D. 1847, I, 30.

décidé ainsi; le jugement en audience publique ébruite déjà suffisamment les faits répréhensibles sans qu'il soit nécessaire de procéder à l'enquête dans la forme sommaire. Il se peut d'ailleurs que les déclarations de certains témoins soient contredites par d'autres; que, finalement l'inculpé ne soit pas condamné malgré des dépositions mauvaises pour lui. Pourquoi, dans ce cas, mettre le public au courant de ces dépositions qui peuvent exercer une influence sur son esprit, et faire perdre aux officiers ministériels la confiance qu'ils doivent nécessairement inspirer? Il serait donc préférable que le Tribunal procédât dans les matières disciplinaires, comme en matière ordinaire.

Mais il faut reconnaître que nul texte de loi ne le prescrit, et que les dispositions du Code de Procédure civile ne sont pas applicables en l'espèce. Par conséquent, il n'y aurait pas nullité si le Tribunal avait entendu les témoins à l'audience publique, ce fait n'emportant nullement violation des droits de la défense (1).

Le Tribunal pourra donc procéder à son choix, soit comme en matière ordinaire, soit comme en matière sommaire. Sera-t-il astreint à suivre les règles posées par l'article 261 du Code de Procédure civile, qui prescrit que les noms, professions et demeures des témoins devront être notifiés à la partie, à peine de nullité?

La question s'est posée en 1845 devant la Cour de Cassation, dans une affaire Poincel. La Cour suprême

(1) Nancy, 9 mai 1845. — Jurisprudence de Nancy, mot discipline, n° 4.

évita de se prononcer, bien que le pourvoi de Poincel eût été basé, en partie, sur le fait de la violation de l'article 261 du Code de Procédure civile. M. Mestadier, conseiller rapporteur, s'exprima en ces termes : « De sa nature, l'action disciplinaire est une action purement civile ; l'article 53 porte même littéralement qu'elle doit être jugée par le Tribunal civil ; de là la conséquence que les formes du Code d'instruction criminelle ne doivent pas y être appliquées. » L'arrêt semble résoudre implicitement la question dans le sens de l'affirmative « attendu, dit-il, que les conclusions de Poincel n'étant ni produites, ni rapportées dans l'arrêt, rien ne prouve qu'il ait proposé et soumis à la Cour royale la question de savoir si, l'action disciplinaire étant purement civile, les formes prescrites par le Code de Procédure civile n'étaient pas obligatoires pour l'audition des témoins. (1). »

La Cour semble admettre que le moyen aurait dû être reçu s'il était justifié qu'il avait été proposé devant la Cour d'Appel. Mais la Cour de Cassation et le Conseiller rapporteur partent d'un principe absolument faux, à savoir que l'action disciplinaire est une action purement civile. Nous avons déjà démontré que c'est, au contraire, une action *sui generis* se rapprochant beaucoup plus de l'action pénale que de l'action civile.

Par conséquent, l'article 261 n'est pas applicable. Cependant, là encore, il importe que les droits de la défense ne soient pas méconnus. Il est nécessaire que l'inculpé ait été mis à même de connaître les dépositions des témoins

(1) Cass., 18 janv. 1845. — D. 1845, I, 137.

et de les discuter. La dénonciation paraîtra donc nécessaire lorsque l'inculpé n'aura pas connu les dépositions des témoins et n'aura pas été mis à même de les discuter.

La Cour de Rennes a statué sur le même point dans les arrêts du 21 décembre 1843. Elle échappe à l'erreur qu'avait commis la Cour de Cassation ; elle décide que les actions disciplinaires ont un caractère mixte et que seules doivent être appliquées les règles qui touchent au droit de défense ; qu'ainsi, lorsqu'un jugement disciplinaire, qui ordonne la preuve de certains faits articulés par le ministère public contre un notaire, a été rendu en présence de l'inculpé et contradictoirement avec lui, il n'est pas nécessaire, pour que ce jugement puisse être exécuté, qu'il ait été préalablement notifié au notaire par le Ministère public.

La Cour de Cassation elle-même s'est rangée à cet avis et elle a décidé, dans un arrêt du 20 juillet 1869, que les juges civils, lorsqu'ils statuent sur une poursuite disciplinaire, ne sont pas tenus de suivre, dans les enquêtes auxquelles ils se livrent, les formes déterminées par les articles 261 et 413 du Code de Procédure civile. Il suffit, pour la validité de ces enquêtes, que les droits de la défense n'aient pas été méconnus (1).

La jurisprudence va très loin dans le pouvoir discrédionnaire qui est accordé aux juges de l'action disciplinaire. Ce principe est que toutes formes sont bannies, sauf celles

(1) Cass., 20 juill. 1869. — S. 70, I, 14. — 13 juill. 1909. — *G. du Pal.*, 1909, 2, 467.

Cass., 13 juill. 1909. — D. 1910, I, 246.

qui tiennent au droit de la défense. On peut citer quelques exemples des questions qui ont été résolues en matière d'enquête. La Cour d'Angers avait à statuer, le 14 novembre 1855, sur l'espèce suivante :

Le notaire Paris, et la Commune de Goron, propriétaires de deux maisons contigües, en étant venus à se contester des droits de mitoyenneté, le serment décisoire fut prêté devant le Tribunal de Mayenne par le sieur Paris, qui nia une convention expresse que l'on soutenait avoir été passée sur l'objet de la contestation entre lui et les membres du Conseil municipal ; cette convention fut, en conséquence, considérée par les premiers juges comme n'ayant jamais existé. Le Ministère public, ne se croyant pas lié par cette décision, intenta une action disciplinaire contre l'officier public et demanda à prouver, entre autres faits, que le notaire avait manqué à sa parole et méconnu une convention à laquelle il avait pris part. Le Tribunal de Mayenne, invoquant les termes des articles 1341 et suivants du Code civil, et faisant ressortir les inconvénients d'une preuve admettant contrariété de jugements, déclara que cette preuve était inadmissible. La Cour d'Angers, sur appel, jugea très juridiquement que les règles du droit commun et de la procédure ordinaire ne sont pas applicables aux difficultés soumises à la juridiction disciplinaire et que l'article 1341 du Code civil était inapplicable en l'espèce (1).

Une question plus délicate se pose lorsque la faute reprochée à l'officier ministériel consiste dans la violation d'un mandat ou d'un dépôt.

(1) D. 56, II, 28.

Pourra-t-on, si le mandat ou le dépôt sont méconnus, en rapporter la preuve par témoins? Il faut remarquer, en premier lieu, que la preuve testimoniale est prohibée par l'article 1341 du Code civil. Bien que la règle ne paraisse concerner que les matières civiles, la jurisprudence l'a cependant étendue en matière pénale. Elle est unanime à décider, par exemple, que lorsque l'abus de confiance reproché à un prévenu résultera de la violation d'un contrat de louage, de dépôt ou de mandat dont l'existence sera niée, la preuve par témoins, sauf les exceptions admises par la loi, ne sera admise devant les Tribunaux répressifs que si la valeur de ce contrat ne dépasse pas 150 francs ; alors même que les détournements seraient inférieurs à 150 francs, si la valeur du contrat dépasse cette somme, la preuve par témoins n'en sera pas admise. Les motifs des diverses décisions sont tirés de ce que si l'on permettait au plaignant ou au Ministère public de prouver par témoins devant le Tribunal correctionnel une convention ayant pour objet une somme supérieure à 150 francs, ce serait lui permettre de faire, par la voie détournée d'une plainte en violation ou de mandat, une preuve prohibée par la loi. Le mode de preuve des obligations est déterminé, non par la nature de la juridiction devant laquelle la preuve se fait, mais par la nature même du contrat dont on veut établir l'existence (1).

(1) Cass., 20 fructidor an XII. — S. et P. D. A. S. 90. — 31 juill. 1812. — S. et P. Ch. — D. A. S. 84. — 5 mai 1815. — S. et P. Ch. D. A. 5, 80. — 1^{er} août 1817. — P. Ch. 26 sept. 1883. — S. et P. Ch. P. 24, I, 565. — 5 mai 1831. — S. 31, I, 88. — 1^{er} sept. 1832, 33, I, 192. — 25 janv. 1838. — D. 38, I, 441. — 6 nov. 1838, 38, I, 192. — 4 avril 1845. — P. 48, I, 609. — 4 fév. 1860. — S. 61, I, 395. — 28 janv. 1870. — S. 70, I, 326.

La jurisprudence paraît avoir adopté une règle toute contraire en matière disciplinaire. La Cour de Rennes avait été appelée à statuer sur la question dans un arrêt en date du 18 janvier 1845 :

Dans une poursuite disciplinaire intentée contre un notaire, le Ministère public avait été autorisé par jugement du Tribunal civil de Nantes, rendu en présence de l'inculpé, à prouver la fausseté de certaines énonciations renfermées dans des actes reçus par ce notaire et à fixer un jour pour l'audition des témoins. Le jour de l'enquête, le notaire s'opposa à l'audition des témoins, prétendant que la preuve testimoniale était inadmissible en vertu de l'article 1341 du Code civil. Le Tribunal rejeta ce moyen. Sur appel, l'Avocat général près la Cour de Rennes examina la question dans ses conclusions : « L'action disciplinaire, disait-il, est une mesure dont le but est de s'enquérir des agissements du fonctionnaire au point de vue de la considération dont il a besoin pour remplir les fonctions qui lui sont confiées par le gouvernement et dont celui-ci répond, vis-à-vis de la société à laquelle elle le présente comme digne de cette confiance. Cette action n'a donc pas pour objet la foi due aux actes émanés du fonctionnaire qui pourront plus tard être attaqués, mais alors en se conformant aux règles qui les régissent, mais bien la personne même du fonctionnaire, et c'est pour cela que dans les enquêtes comme dans les autres agissements auxquels le magistrat disciplinaire peut se livrer, il n'a d'autres limites et d'autres règles que celles que l'équité et le droit légitime de la défense peuvent lui imposer, ayant à cet égard un pouvoir essentiellement

discrétionnaire. Le soumettre aux restrictions prohibitives des matières civiles serait tout à la fois rendre l'action illusoire et méconnaître les grands principes qui ont fait élever tant de barrières contre la mauvaise foi et la passion des parties privées luttant devant les Tribunaux dans leur seul intérêt, et qui, au contraire, les fait lever toutes les fois que c'est la société elle-même qui, dans l'intérêt de tous, s'enquiert des actes qui constituent soit des crimes, soit des délits, soit de simples contraventions, que ces contraventions s'appliquent aux lois de police ou aux lois des professions publiques, beaucoup plus importantes encore à maintenir intactes par l'influence qu'elles exercent sur la moralité et la considération publique.»

Sur ces conclusions, la Cour de Rennes rendit l'arrêt suivant :

« En droit, considérant que le Ministère public est libre d'opter entre la voie criminelle et la voie disciplinaire (article 1^{er}, Code d'Instruction criminelle) ;

« Considérant que s'il avait pris la première de ces voies, on ne pourrait pas, sauf les cas objets d'une exception spéciale, lui contester le droit de prouver son accusation par tous moyens, même par la preuve testimoniale ;

« Considérant qu'il doit en être ainsi quand le Ministère public opte pour la voie disciplinaire, sans quoi on briserait dans sa main l'arme que le législateur y a placée ;

« Considérant que l'action civile n'appartient pas au Ministère public, et qu'ainsi les poursuites qu'il intente ne peuvent faire tomber les actes objets de ses reproches, ou en ébranler la force. »

C'est en se basant sur ces motifs que la Cour de Rennes a confirmé le jugement entrepris.

Les principes posés par cet arrêt ont d'ailleurs été reproduits par la jurisprudence postérieure.

C'est ainsi que la Cour de Cassation a jugé, dans un arrêt du 5 juillet 1858, que l'action disciplinaire n'est soumise ni aux modes de preuve établis pour l'action civile, ni même à ceux admis en matière d'action publique ; que la règle d'après laquelle la poursuite d'un délit, qui suppose la préexistence d'un contrat dont la preuve doit être faite par écrit, n'est recevable qu'autant que cette preuve écrite d'un contrat est rapportée, est inapplicable en matière disciplinaire ; que, par suite, l'action dirigée contre un notaire à raison de faits d'indélicatesse se rattachant à un abus de mandat ou à une violation de dépôt, n'est pas subordonnée à une preuve écrite du mandat ou du dépôt : la preuve testimoniale est admissible aussi bien en ce qui touche la convention dont les faits poursuivis disciplinairement impliquent l'existence, qu'à l'égard de ces faits eux-mêmes ; et il en est ainsi alors même que l'action disciplinaire serait portée devant les Tribunaux.

« Attendu, dit la Cour de Cassation, que le pouvoir disciplinaire apprécie les faits soumis à son action, non au point de vue du droit pénal et du trouble causé à l'ordre social, ni au point de vue du droit civil et de l'atteinte portée à un intérêt privé, mais seulement dans leurs rapports avec l'honneur et la considération du fonctionnaire inculpé ; qu'il est, par conséquent, dans ses attributions de connaître de toute imputation, quelle qu'en soit la nature, qui aurait pour objet de compromettre tout à la fois la

réputation de probité ou de délicatesse de ce fonctionnaire et l'autorité morale ou la dignité de la fonction dont il est revêtu ; qu'ainsi l'action disciplinaire ne peut être entravée ni restreinte par des règles qui lui sont étrangères ; qu'elle est nécessairement indépendante des modes de preuves auxquelles l'action civile et l'action publique elle-même seraient subordonnées.

« Attendu, à la vérité, que dans la poursuite d'un délit, qui suppose la préexistence d'un contrat dont le mode de preuve est réglé par le droit civil, l'action publique n'est recevable, tout comme l'action civile, qu'à la condition de se conformer à ce mode de preuve, sans quoi l'action civile pourrait, soit à l'abri de l'action publique, soit à l'aide de la chose jugée au profit de celle-ci, enlever les garanties que le législateur a entendu créer, en matière civile, contre les dangers de la preuve testimoniale ; mais que rien de semblable n'est à craindre en matière de discipline ; que l'action civile ne peut, en effet, se prévaloir ni des immunités de l'action disciplinaire, ni des décisions ou mesures prononcées par le juge de discipline ; qu'il importe peu que, spécialement en matière de discipline notariale, le même juge soit investi de la juridiction disciplinaire et de la juridiction civile à raison des faits qui peuvent donner lieu en même temps à des mesures de discipline, sur la poursuite du Ministère public et à des dommages-intérêts sur la demande des personnes lésées ; que ces attributions n'en sont pas moins essentiellement différentes ; que l'action civile reste là avec les règles et les formes qui lui sont propres, et que l'action disciplinaire ne peut, en aucune façon, lui fournir le moyen d'éluder

les principes du droit civil sur la preuve des contrats et de donner effet à des conventions dont l'existence ne serait pas reconnue par la loi civile. »

On voit que l'arrêt de la Cour de Cassation tranche la question d'une façon beaucoup plus absolue que la Cour de Rennes; alors que cette dernière Cour admettait la preuve testimoniale, *sauf les cas objets d'une exception spéciale*, mots qui semblaient vouloir viser l'abus de confiance; c'est précisément sur ce cas que la Cour de Cassation a statué et elle a décidé qu'il doit exister une différence entre le cas de l'abus de confiance poursuivi comme délit et celui de l'abus de confiance poursuivi comme fait disciplinaire. Elle fait ressortir que les motifs qui existent lorsqu'il s'agit d'écarter la preuve testimoniale, en matière de délits, disparaissent lorsqu'il s'agit des matières disciplinaires. En effet, ainsi que nous l'avons posé en principe dès le début de cet ouvrage, l'action disciplinaire n'a aucune autorité de chose jugée sur l'action civile. Quand bien même, par conséquent, le contrat dont la violation a engendré l'abus de confiance aurait été établi par témoins devant la juridiction disciplinaire, rien n'empêcherait la partie, à laquelle ce contrat serait opposé devant le Tribunal civil, de soulever l'irrecevabilité de la preuve testimoniale devant cette dernière juridiction. Ce serait partir d'un principe faux que de déclarer que l'article 1341 du Code civil est une règle générale admise devant toutes les juridictions. Si, dans certains cas, on l'applique en matière pénale, c'est qu'il est impossible de ne pas le faire sans permettre aux parties d'éluder la règle posée en droit civil. Dès que cette

possibilité de tourner la loi disparaît, l'article 1341 devient inapplicable. La thèse de la Cour de Cassation, telle que la posent les considérants de l'arrêt que nous venons de rapporter, est des plus juridiques.

L'instruction de l'affaire, l'admission de la preuve testimoniale, les formes dans lesquelles doivent être entendus les témoins, sont donc absolument libres en matière disciplinaire et cette liberté ne devrait recevoir de restriction que s'il apparaissait que les droits de la défense peuvent être méconnus ou violés.

b) *Des décisions du Tribunal.* — Au point de vue du fond, nous ne saurions que répéter ce que nous avons déjà dit pour les Chambres de Discipline, car les mêmes principes doivent s'appliquer.

Au point de vue de la forme, la première des conditions que doit remplir la décision, c'est d'avoir été rendue par un Tribunal régulièrement composé. On sait que c'est la Chambre civile du Tribunal composée comme en matière de droit commun, qui exerce la juridiction disciplinaire. Il pourrait notamment y avoir nullité, s'il y avait parenté ou alliance, soit des juges entre eux, soit de l'un des juges avec l'inculpé ou la partie plaignante, soit même de l'un des juges avec l'un des avocats ou avoués plaidant dans l'affaire (article 10 de la loi du 30 août 1885). D'ailleurs, nous avons déjà vu qu'en cette matière, le droit de récusation pouvait être exercé en matière disciplinaire comme en matière ordinaire.

La décision doit être rendue par des juges ayant assisté à toutes les audiences de la cause. Cette règle, qui s'appli-

que devant les Chambres de discipline doit à plus forte raison être observée devant les Tribunaux.

Ce sont d'ailleurs là des principes qui touchent au droit de la défense et dont l'inobservation constituerait par conséquent une cause de nullité.

Les Tribunaux, comme les Chambre de Discipline, doivent se borner à appliquer les peines qui sont expressément prévues par la loi, sans en créer de nouvelles, sans en modifier aucune (1).

Telles sont les règles qui s'appliquent aux décisions des Tribunaux. Ces décisions doivent d'ailleurs être motivées ou notifiées selon les règles ordinaires de la procédure, c'est-à-dire par exploit d'huissier dans les délais prescrits par le Code de Procédure civile.

(1) Agen, 16 avril 1854. — D. P. 56, II, 169. — Paris, 29 juin 1852. — D. 54, 2, 114. — Cass., 28 avril 1854. — D. 54, I, 328.

CHAPITRE V

Des voies de recours.

1^o OPPOSITION.

A) *Cas dans lesquels existe le droit d'opposition.* — Toutes les décisions disciplinaires rendues par défaut sont susceptibles d'être attaquées par la voie de l'opposition. On ne peut baser le droit de faire opposition, tout au moins en ce qui concerne les décisions des Chambres de Discipline, que sur le droit de défense qui appartient à tout prévenu. En effet, aucun texte ne prévoit l'opposition, aucun texte n'en réglemente les formes. Il est cependant difficile d'en contester l'existence. Il arrive tous les jours que, malgré les diligences faites, une personne ne soit pas touchée par la citation, ou encore qu'un événement extrêmement grave l'ait empêchée de se présenter en justice. Il serait infiniment regrettable que cette personne ne puisse faire valoir sa défense et s'opposer au jugement qui a été rendu sans qu'elle ait été entendue. « Le droit de faire défaut, disent Clerc et Dalloz dans le *Manuel du Notariat*, et ensuite celui de s'opposer à la chose décidée sont reçus devant toutes les juridictions, lorsqu'une loi formelle ne consacre pas le contraire... Une citation, même réitérée, prouve seulement qu'on a été averti, mais n'enlève pas le droit de faire défaut,

lequel tient essentiellement à celui de se défendre de la manière et au moment où on le veut, droit précieux surtout lorsqu'il s'agit d'une décision où l'honneur personnel peut être engagé.»

C'est certainement se placer à un point de vue inexact. Il est de beaucoup préférable de baser le droit de faire opposition sur le fait que nous avons indiqué dès le début de ce chapitre, à savoir qu'une personne peut fort bien avoir été absente malgré sa volonté et que le droit de défense exige qu'elle puisse revenir sur ce qui a été fait.

Mais jusqu'à quel point pourra-t-on dire que l'officier ministériel a fait défaut? Faudra-t-il, pour qu'il y ait défaut, que l'inculpé ne se soit pas présenté du tout ou pourra-t-on admettre qu'il en sera ainsi lorsque l'inculpé s'étant présenté n'a voulu fournir aucune explication? En un mot, faudra-t-il admettre qu'il y a en matière disciplinaire comme en matière civile un défaut faute de comparaître et un défaut faute de conclure?

L'action disciplinaire, à notre avis, ne doit pas être susceptible d'un défaut faute de conclure. En effet, nous avons vu que cette action est absolument indépendante à la fois de l'action civile et de l'action pénale ; les règles qui sont prescrites en matière civile ne sont donc pas applicables en l'espèce. D'ailleurs, il faut remarquer que si l'action disciplinaire a quelques caractères communs avec l'action civile, en soi elle tend à l'application d'une peine, et les seules règles de l'action civile qu'il y ait lieu de lui appliquer sont celles qui tendent à sauvegarder les droits de la défense, qui tendent à empêcher que la peine ne soit prononcée injustement. Or, le défaut faute de conclure

ne peut être considéré comme faisant partie de ces règles, car l'on ne voit pas pour quelle raison un officier ministériel, cité devant une juridiction disciplinaire et s'étant présenté, refuserait de faire valoir sa défense, si réellement il était à même de se justifier. Nous pensons donc qu'il n'y a pas lieu d'admettre le défaut faute de conclure, en matière disciplinaire, et que la décision est contradictoire par le seul fait que l'inculpé s'est présenté (1). Telle est la solution qui paraît devoir être admise lorsque l'inculpé s'est présenté et paraît avoir eu l'intention de se défendre ; mais lorsqu'au contraire il a nettement marqué son désir de ne pas répondre à la poursuite dont il est l'objet, lorsqu'il s'est borné à invoquer, par exemple, une exception préjudicielle sans songer à se défendre sur le fond, la décision intervenue sur le fond, dans ce cas, ne sera pas contradictoire. Seule, sera contradictoire, la sentence rendue sur l'exception préjudicielle.

C'est d'ailleurs ce qui est décidé par la jurisprudence constante en matière criminelle (Dalloz, J. G. Jugements par défaut, n° 453. — Crim. Cass., 13 août 1859. — D. 59, I, 475).

B) *Formes et délais de l'opposition.* — Il faut distinguer à cet égard la procédure devant les Chambres de Discipline et la procédure devant les Tribunaux. En ce qui concerne les Chambres de Discipline, ni l'ordonnance des 4-12

(1) V. dans ce sens Angers, 5 janv. 1838. — D. J. G. avocat, 434. Caen, 8 janv. 1830. — D. J. G. avocat, 409. — En sens contraire, Cass., 24 avril 1883. — D. 83, I, 417.

janvier 1843 pour les notaires, ni l'arrêté du 13 frimaire an ix pour les avoués, ni le décret du 14 juin 1813 pour les huissiers, ne prévoient l'opposition et ne la réglementent. Quelles vont être dans ce cas les formes et les délais à observer en cette matière ?

En ce qui concerne la forme, il n'y a pas lieu, à notre avis, d'adopter les règles prescrites par le Code de Procédure civile, car il s'agit d'une matière absolument indépendante des instances civiles. Quelle que soit la manière dont l'opposition ait été faite, il nous semble que, du moment qu'elle est parvenue à la connaissance du Syndic, elle doit être déclarée valable. Il n'y a pas de nullité sans texte qui la prononce expressément. Or, aucun texte ici n'a indiqué une sanction de ce genre.

Certains auteurs proposent d'appliquer à l'action disciplinaire les formes et les délais prescrits pour les citations devant la Chambre. L'opposition devrait, dans ce cas, être faite par une lettre adressée au Syndic et serait recevable dans les cinq jours de la notification pour les notaires, les avoués et les huissiers (1).

Mais c'est là une extension que rien ne justifie, et peut-être est-il plus sage de s'en remettre à la Chambre du soin d'apprécier si l'opposition est ou non fondée.

Cependant, la Cour de Cassation a décidé qu'il y a lieu d'appliquer ici les délais du Code de Procédure civile et que, notamment, la censure simple prononcée contre un notaire par la décision même de la Chambre de Discipline, consistant uniquement dans le blâme infligé par la

(1) Dutruc, p. 262.

Chambre et mentionné sur les registres des délibérations, et ne pouvant faire l'objet d'aucune exécution directe contre le notaire, il y a lieu, lorsque la décision de la Chambre a été prise par défaut, de fixer le délai d'opposition, non pas en se référant à l'article 158 du Code de Procédure civile, qui ne peut trouver d'application, mais en suivant la règle prescrite par l'article 157 du même Code, dans la mesure compatible avec le mode de procéder devant les Chambres de Discipline, qui ne comporte pas le ministère des avoués. L'opposition n'est recevable que pendant huitaine à dater de la signification au notaire poursuivi (1).

Telle est la théorie de la Cour de Cassation. Elle manque certainement de base juridique, car l'action disciplinaire est absolument indépendante de l'action civile, et l'on ne voit pas pourquoi l'on applique ici l'article 157 du Code de Procédure civile, plutôt que l'article 187 du Code d'Instruction criminelle, par exemple.

Quoi qu'il en soit, cette jurisprudence conduit à appliquer toujours les délais de l'article 157 du Code de Procédure civile, les peines prononcées par les Chambres de Discipline ne paraissant pas susceptibles d'exécution dans les termes de l'article 159.

Devant le Tribunal, on admet que les règles du droit commun sont applicables en ce qui concerne les formes et les délais de l'opposition. Mais une opposition qui ne serait pas faite d'après les règles du Code de Procédure civile ne serait pas nulle. L'indépendance absolue de

(1) Cass., 6 août 1906. — S. et P. 1909, I, 309.

l'action disciplinaire, la liberté de formes qui lui est reconnue s'y opposent ; l'opposition pourrait donc très valablement être faite, à notre avis, par une simple déclaration au greffe comme en matière pénale.

c) *Effets de l'opposition.* — Deux systèmes peuvent être soutenus au sujet des effets de l'opposition. En effet, en matière ordinaire, l'opposition suspend le jugement, mais ne l'anéantit pas complètement, en ce sens qu'elle ne remet la chose jugée en question qu'au profit du défaillant et laisse subsister, en tant que ce dernier y a intérêt, le jugement par défaut et les actes qui l'ont précédé. Au contraire, en matière correctionnelle, la question est entièrement remise en état. La conséquence importante de l'adoption de l'un ou de l'autre de ces deux systèmes, sera que, selon que l'on se placera à un point de vue ou à un autre, le juge disciplinaire pourra, ou ne pourra pas, prononcer sur l'opposition une peine plus forte que celle que comportait la décision rendue par défaut.

L'action disciplinaire, bien qu'étant absolument indépendante de l'action civile et de l'action pénale, se rapproche cependant plus particulièrement de cette dernière, en ce qu'elle tend à l'application d'une peine. Les caractères qui lui sont communs avec l'action civile n'ont trait qu'à la compétence du Tribunal chargé de juger. Or, le caractère pénal de l'action est la seule chose qu'il y ait à considérer en l'espèce qui nous occupe, car le but du législateur a été d'assurer, d'une façon efficace, la répression des faits qui peuvent porter atteinte à la dignité d'un corps.

Il se peut que la faute du prévenu apparaisse plus grave, soit à la suite d'un examen détaillé provoqué par l'opposition, soit en raison de l'attitude de l'inculpé lors de sa comparution. Il importe que, dans ce cas, la loi atteigne son but, et qu'une peine plus forte puisse être prononcée.

2° APPEL.

Nous n'avons à nous occuper de l'appel qu'en ce qui concerne les Tribunaux.

En effet, les décisions rendues par les chambres syndicales ne comportent pas cette voie de recours. On admet qu'elles sont souveraines et ne sont susceptibles d'aucun contrôle en ce qui concerne l'appréciation des faits.

Il n'en est pas de même pour les Tribunaux, car ici le droit à l'appel est formellement consacré par l'art 1^{er}, § 2, de la loi des 10 et 12 mars 1898, et la jurisprudence admettait d'ailleurs l'appel avant cette loi, mais la règle n'était posée par aucun texte. L'appel peut être interjeté par l'officier ministériel, la partie civile et le ministère public. En ce qui concerne la forme, elle n'est précisée par aucun texte. Faut-il s'en référer au droit commun puisqu'il s'agit d'un jugement rendu par un Tribunal Civil? L'appel devra-t-il être fait par exploit d'huissier? Nous ne le pensons pas, car il s'agit ici de matières disciplinaires, et le fait que le jugement de ces sortes de procès a été confié aux Tribunaux Civils ne peut avoir aucune influence sur les règles de formes applicables en l'espèce; nous pensons donc, qu'en principe, l'appel devra être formé par voie d'huissier, mais qu'il n'y aurait pas nullité si le

prévenu s'était contenté de faire une déclaration au greffe, comme en matière correctionnelle (1).

La jurisprudence semble admettre que le délai de l'appel est le délai du droit commun, soit deux mois à dater de la notification du jugement. Elle se borne à étendre à l'action disciplinaire les règles du droit commun, mais cette extension n'est basée sur aucun texte (2).

La consignation d'une amende de fol appel n'est pas exigée en matière disciplinaire (instruction du Ministre des Finances, 22 et 30 septembre 1851. *J. des Notaires*, art. 14, p. 728). L'appel est jugé par une Chambre civile de la Cour suivant les formes suivies en première instance, sauf en ce qui concerne l'ordre des plaidoiries. L'appel suspend l'exécution des condamnations pécuniaires, mais l'exécution provisoire est de droit, par application de l'article 1^{er} de la loi de 1898, en ce qui concerne la peine de la destitution ou de la suspension.

3^o POURVOI EN CASSATION.

Toutes les décisions disciplinaires, de quelque juridiction qu'elles émanent, sont susceptibles de pourvoi en cassation.

La question a cependant été longuement controversée en ce qui concerne les décisions des Chambres syndicales. La Cour de Cassation avait même déclaré, dans un arrêt

(1) En sens contraire, Douai, 13 sept. 1834. *J. des Huissiers*, t. 17, p. 29.

(2) Paris, 21 mars 1879. — D. 79, II, 245. — Cass., 1^{er} déc. 1880. — D. 81, I, 53. — S. 81, I, 255.

du 4 décembre 1853, rendu conforme au rapport du conseiller Nicod, que la sentence rendue par une Chambre syndicale n'était pas susceptible de pourvoi en cassation.

D'après le Conseiller rapporteur, en cas d'incompétence ou d'excès de pouvoir, le seul moyen d'obtenir satisfaction était d'exercer contre les juges qui avaient rendu la sentence une action civile, basée sur l'article 1382 du Code civil.

Daloz, qui avait plaidé dans l'affaire à la suite de laquelle l'arrêt avait été rendu, fit remarquer que l'action en dommages-intérêts ne pouvait offrir qu'un remède stérile ; qu'en effet, la décision viciée d'excès de pouvoir pouvait résulter d'une erreur, qu'en outre, une décision est rendue par une Chambre dont plusieurs membres peuvent avoir été opposés à la sentence prononcée. Comment les rendre responsables ? Il ajoutait que ce serait un moyen de remettre en jeu et de discuter les décisions disciplinaires sans pouvoir les annuler. Par la suite, la Cour de Caen, puis la Cour de Cassation elle-même, adoptèrent la thèse contraire à celle de l'arrêt de 1833 et déclarèrent que les décisions des Chambres syndicales étaient susceptibles de pourvoi en Cassation, pour incompétence ou excès de pouvoir (1).

Il semble en effet résulter des arrêts de la Cour de Cassation qui ont admis le pourvoi, que la censure de cette juridiction ne peut s'exercer qu'au cas d'incompétence ou d'excès de pouvoirs (2) ; il en sera ainsi au cas

(1) Caen, 5 avril 1838. — Dalloz. *Discipline judiciaire*, 279. — Cass., 16 nov. 1846. — D. 46, I, 346.

(2) V. Dalloz, supplément *Discipline judiciaire*, n^{os} 173 et suivants.

où la décision de la Chambre sera entachée d'irrégularités de formes, où les formalités exigées n'auront pas été remplies, lorsque la composition de la Chambre, fixée par la loi, n'aura pas été observée ; quand la condamnation comportera une peine dont l'application est réservée aux Tribunaux, ou une peine arbitraire, etc. La décision ne pourra être déférée à la Cour de Cassation que si elle a été rendue contradictoirement, ou, si elle a été rendue par défaut, que si elle n'est plus susceptible d'opposition.

Qui est-ce qui est fondé à se pourvoir ? En premier lieu l'inculpé, en second lieu le Syndic ; son pouvoir à ce sujet a été formellement reconnu par un arrêt de la Cour de Cassation en date du 4 février 1873 (S. 73, I, 100).

Quant au Procureur général près la Cour de Cassation, il tient ses droits des articles 80 et 88 de la loi du 27 ventôse an VIII.

La jurisprudence admet que le plaignant n'a aucune qualité pour se pourvoir en cassation (1).

Il en est de même du Procureur général près la Cour d'Appel, qui n'y est autorisé par aucun texte de loi (2).

Le pourvoi serait recevable quand bien même, depuis la décision disciplinaire, l'officier ministériel poursuivi aurait donné sa démission, à condition toutefois qu'une peine disciplinaire ait été prononcée. En effet, l'officier

(1) Cass., 4 fév. 1873, précité. — Nancy, 3 février 1870. — D. 70, II, 99. — Req., 9 avril 1870. — D. 71, I, 350.

(2) Cass., 5 août 1884. — D. 84, I, 457.

poursuivi a, dans ce cas, un intérêt évident à faire tomber cette peine (1). Il n'en serait pas de même si l'inculpé avait été renvoyé des fins de la poursuite, car, dans ce cas, l'action ne serait pas recevable, faute d'intérêt. Seul, le Syndic pourrait être fondé à exercer le recours, mais il n'aurait aucun intérêt à le faire puisqu'il ne se trouverait plus de juridiction de renvoi, l'officier ministériel, ayant, par sa démission, échappé au pouvoir disciplinaire. En ce qui concerne la recevabilité du pourvoi contre la décision des Tribunaux, il faut appliquer les règles du droit commun.

Quant aux formes, on admet que le pourvoi s'introduit comme en matière civile, par une requête déposée au greffe de la Cour de Cassation, signée d'un avocat près de cette Cour, et à laquelle est jointe, soit la copie de la notification, soit une expédition régulière de la décision, attaquée ainsi que la quittance de la consignation de l'amende (2). Ces formes seraient suivies, qu'il s'agisse de la décision d'une Chambre de Discipline ou de celle d'un Tribunal.

Les textes qui régissent les matières disciplinaires n'ont pas fixé le délai du pourvoi. La jurisprudence applique, dans ce cas, les règles du droit commun et admet que le pourvoi en cassation doit être exercé dans un délai de deux mois à dater de la notification, ou, si la décision est par défaut, à dater du jour où l'opposition cesse d'être recevable. Seule, d'ailleurs, une notification

(1) Cass., 10 janv. 1887. — D. 87, I, 221.

(2) Cass., 2 mars 1886. — D. 86, I, 33.

régulière pourrait faire courir le délai de pourvoi. Nous ne pensons pas, toutefois, que la notification par voie d'huissier soit absolument indispensable, car on ne peut l'exiger en l'absence d'un texte de loi, étant donnée l'indépendance absolue des matières disciplinaires. Mais une simple lettre ne suffirait pas, il faudrait, pour qu'elle puisse faire courir le délai que la date de son envoi, celle de sa réception soient officiellement constatées ; que, d'autre part, il soit établi que celui à qui la notification a été faite a eu une connaissance suffisante de la décision intervenue. La Cour de Cassation exige même que le texte de cette décision figure intégralement sur la lettre (1).

Lorsque le pourvoi a été admis, le demandeur en cassation doit faire connaître cette admission à ceux contre lesquels il plaide. A cet effet, il doit signifier l'arrêt d'admission à personne et à domicile. Là encore, on applique les règles du droit commun et on admet que la signification doit être faite dans un délai de deux mois à partir de la date du pourvoi. Si la signification n'a pas été faite dans ce délai, le demandeur en cassation est déchu de ses droits vis-à-vis de ceux auxquels l'arrêt d'admission n'a pas été notifié (2).

En même temps que la signification est faite, assignation est donnée aux demandeurs d'avoir à comparaître devant la Chambre civile. C'est toujours par application des règles du droit commun que l'on admet que le délai

(1) Civ. Cass., 2 mars 1885. — D. 85, I, 464.

(2) Cass., 2 mars 1886. — D. 87, I, 33.

pour comparaître devant la Cour de Cassation est d'un mois à partir de la signification de l'arrêt d'admission.

Si la Cour de Cassation casse la décision, elle renvoie soit devant une autre Chambre, soit devant un autre Tribunal, selon les cas.

Recours en grâce. — Le recours en grâce est-il admissible en matière disciplinaire? Le droit de grâce paraît par sa nature devoir s'appliquer à toutes espèces de peines. Cependant, il n'a jamais été accordé dans le cas de peines disciplinaires.

CONCLUSION

Ce qui frappe dans l'étude de la discipline des officiers ministériels, c'est, d'une part, la diversité des textes qui régissent la matière et, d'autre part, les lacunes innombrables existant dans la loi à ce sujet. Chaque corporation est régie par des textes distincts et ces textes sont loin de prévoir toutes les hypothèses qui peuvent se présenter. De là, à tout instant, la nécessité, pour les Cours et Tribunaux, de résoudre des points de droit controversés et, par suite, des retards et des longueurs dans les affaires. L'inculpé a beau jeu pour soulever des incidents, alors que la poursuite ne peut presque jamais trouver un texte pour appuyer sa prétention sur les formes de procédure qui ont été suivies. Il importerait de remédier à cet inconvénient. L'organisation de la discipline des officiers ministériels touche de très près à l'ordre public. Il faut que ceux qui ont la charge des intérêts les plus graves de leurs concitoyens soient au-dessus de tout soupçon, et que si l'un d'eux contrevient aux règles de l'honneur et de la probité, la répression soit aussi rapide qu'énergique. Il serait nécessaire pour cela que le législateur revînt sur ce qui a été fait, qu'il examinât à fond la question qui nous préoccupe et qu'il fît ses efforts pour ramener à une série de textes nets et précis, prévoyant

toutes les hypothèses qui peuvent se présenter, les règles applicables aux poursuites engagées contre les officiers ministériels.

La grande idée qui a toujours inspiré les législateurs en cette matière, c'est la séparation des procès en deux catégories : d'une part, les faits graves qui peuvent entraîner soit la suspension, soit la destitution ; d'autre part, les fautes moins importantes et qui ne sont atteintes que de peines légères. Les premiers de ces faits sont soumis à l'appréciation des Tribunaux, les autres à la censure de la Chambre de Discipline, et cette règle se base sur l'idée qu'il est nécessaire, dans l'intérêt d'une bonne confraternité, que les fautes minimales soient déferées à une sorte de Tribunal de famille et soient l'objet plutôt d'une admonestation paternelle que d'une peine proprement dite. On peut se demander si c'est là un principe excellent et s'il n'y aurait pas lieu d'innover à ce sujet, dans l'intérêt de l'ordre public et dans l'intérêt même des inculpés. La Chambre de Discipline présentera-t-elle, dans tous les cas, les garanties d'impartialité et de désintéressement que l'on est en droit d'attendre des Tribunaux ? Rien ne le prouve ; elle peut être soit trop favorable à l'inculpé, soit au contraire trop accessible aux doléances des plaignants ; trop favorable à l'inculpé, lorsque, par un esprit de corps mal entendu, elle se refusera à admettre des plaintes justifiées ; trop accessible aux doléances des plaignants, lorsqu'il s'agira par exemple d'un officier ministériel qui, par un motif quelconque, divergence d'opinion politique, par exemple, aura déplu à la majorité de ses confrères. Ce ne sont là que des hypothèses. Elles peuvent cependant se

présenter, et vraisemblablement des faits de ce genre se sont déjà produits. L'on se trouve alors en présence de sentences rendues sur des questions de fait et que le contrôle de la Cour de Cassation est impuissant à effacer. L'on objectera que les peines prononcées sont légères, qu'elles ne peuvent atteindre gravement l'inculpé. Ce n'est pas toujours exact. D'abord si la peine n'est pas très grave en elle-même et si la pensée du législateur a été qu'elle ne constituât en quelque sorte qu'un avertissement familial, il n'en est pas ainsi en réalité, et c'est une très mauvaise note pour un officier ministériel que d'avoir été l'objet d'une censure, quelle qu'elle soit, de la Chambre de Discipline. De plus, il peut arriver que les poursuites soient réitérées et cela sans être justifiées, de sorte que l'inculpé se trouve, en dernière analyse, chargé de toute une série de petites peines qui, séparées, ne sont rien en elles-mêmes, mais qui, réunies, peuvent entraîner soit la suspension, soit même la destitution.

L'institution des Chambres de Discipline est fort discutable dans son principe, et peut-être serait-il préférable d'attribuer aux Tribunaux une compétence générale en matière de discipline. Cela aurait l'avantage d'offrir aux justiciables des garanties indiscutables d'impartialité et d'indépendance, car le Tribunal est en dehors de toutes les questions de divergences d'idées, de jalousie professionnelle qui peuvent agiter un corps d'officiers ministériels.

Le législateur pourrait ensuite se demander s'il n'y a pas une réforme à faire en ce qui concerne la publicité des débats. Avant la loi de 1898, exception faite pour les

notaires et pour les fautes des autres officiers ministériels commises ou découvertes à l'audience, la poursuite était exercée par le Tribunal en Assemblée générale et en Chambre de Conseil. Depuis la loi de 1898, toutes les poursuites pouvant entraîner les peines de la suspension et de la destitution sont exercées à l'audience publique du Tribunal civil. La loi de 1898 a assimilé à ce sujet les avoués, les huissiers et autres officiers ministériels aux notaires. La réforme n'est peut-être pas aussi heureuse qu'on pourrait le penser. Si, en effet, la publicité est une garantie de bonne justice, elle est surtout, et à un degré beaucoup plus élevé, une cause de scandale. Il ne faut pas exagérer la nécessité de la publication. Les garanties d'indépendance et d'impartialité que doit présenter un Tribunal sont beaucoup plus sérieusement assurées par les voies de recours, toujours possibles, appel et pourvoi en cassation. La publicité des débats n'apparaît que comme un moyen infiniment secondaire. Mais si elle ne présente pas l'utilité qu'on lui attribue à ce premier point de vue, il est indiscutable qu'elle offre de grands dangers en ce qui concerne le scandale qui peut résulter des débats. Il ne faut pas perdre de vue que le but unique de la discipline est de sauvegarder et de conserver intacte la réputation d'honneur, de probité qui doit s'attacher à tout corps d'officiers ministériels, et l'une des conditions essentielles de cette bonne renommée, c'est que s'il se commet quelque faute, la faute elle-même et la répression qui l'atteint ne soient pas connues du public, ou, si une sentence qui doit nécessairement arriver à la connaissance de tous intervient, que, seule, cette sentence soit connue et que le

public ignore les débats qui l'ont précédée. Le public, en effet, n'est pas long à généraliser. Lorsqu'il voit un officier ministériel coupable, il peut penser que si telle faute a été découverte, il en est bien d'autres qui sont inconnues, et il peut ainsi être amené à suspecter des hommes qui doivent rester au-dessus de tout soupçon. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'en tout état de cause la sentence prononcée soit une condamnation. Si c'est un acquittement, le public n'en aura pas moins assisté à tous les débats, il aura entendu le réquisitoire du ministère public, parfois l'audition des témoins et, si large que soit la décision prononcée, il pourra toujours rester un soupçon dans l'esprit des auditeurs. Ce sont des choses qu'il faudrait éviter, et la publicité des audiences ne nous apparaît pas comme étant d'une absolue nécessité en cette matière.

Si le législateur entendait conserver la grande division des poursuites entre le Tribunal et la Chambre de Discipline, et maintenir la publicité des audiences du Tribunal, il lui resterait encore toute une organisation à faire.

Il devrait d'abord préciser avec soin la compétence de la Chambre de Discipline et celle du Tribunal, et trancher d'une façon définitive la question de savoir si le Tribunal devra se dessaisir lorsqu'il est appelé à statuer sur une question qui, de prime abord, paraissait devoir entraîner la suspension ou la destitution, et qui, par la suite, ne semble plus devoir entraîner qu'une peine de discipline intérieure.

L'organisation des Chambres de Discipline particulière à chaque corps devrait faire l'objet d'un règlement spécial. Les règles édictées par les trois textes qui régissent

la matière sont presque identiques. Il serait facile de les condenser en quelques articles qui, non seulement ramèneraient à l'unité les principes déjà posés, mais encore en préciseraient la portée et en combleraient les lacunes. Aucun texte actuellement n'autorise la Chambre de Discipline à exiger la comparution personnelle de l'inculpé, n'indique le droit de récusation en matière disciplinaire et n'en précise le mode d'exercice. Si la Chambre juge utile de procéder à une enquête, elle ne trouvera pas une seule disposition législative spéciale à ce genre de poursuites, qui indique dans quelles formes il devra être procédé à l'audition des témoins, et surtout de quelle façon les juges pourront forcer ces témoins à venir déposer à leur barre. Enfin, en ce qui concerne les décisions, que de vides à combler pour les formes dans lesquelles elles doivent être rendues !

Quant aux Tribunaux eux-mêmes, la poursuite est tout entière à réglementer. Là, en effet, nous nous trouvons simplement en présence de la loi de 1898 ; aucun texte ne régit la forme de la citation, les délais de comparution, la présence de l'inculpé, l'instruction de l'affaire, la forme de l'enquête, le fond et la forme des décisions. Tous ces points devraient être réglementés par des textes, de façon à ne pas laisser à l'arbitraire des Tribunaux le pouvoir de revenir sur les solutions déjà adoptées.

Il faut en dire autant des voies de recours. Là, tout est laissé à l'interprétation ; il faut rechercher dans des traités analogues, qui ne sont nullement faits pour les matières disciplinaires, les règles à appliquer aux différentes espèces qui peuvent se présenter.

L'inconvénient qui résulte de toutes ces lacunes est considérable. Elles permettent tout d'abord aux inculpés d'user de tous les moyens, de tous les artifices de procédure, pour retarder la solution du procès. Elles facilitent la possibilité d'avoir des décisions contradictoires ; enfin, les solutions qui interviennent sur les difficultés qui se présentent à tout instant résultent, la plupart du temps, de principes forts discutables, très controversés, et rien ne dit que les Tribunaux ne reviendront pas un jour, comme ils l'ont déjà fait, sur les règles qui paraissent établies. Il y a là toute une série de questions délicates qui devraient être fixées par le législateur, et à ce sujet une loi s'impose.

Le législateur agirait sagement en ramenant à l'unité toutes les règles qui régissent les poursuites disciplinaires. Cette unification, il l'obtiendrait, d'une part, en soumettant au Tribunal toutes les difficultés en matière de discipline, d'autre part, en organisant, pour toutes les corporations, une procédure unique qui serait suivie à l'encontre de tous les officiers ministériels. Quelle serait cette procédure et, en premier lieu, quel serait le tribunal compétent ? L'on peut hésiter entre le Tribunal correctionnel et le Tribunal civil ; le choix du Tribunal correctionnel se justifierait par la raison que ce Tribunal a pour mission de statuer en matière pénale et qu'en définitive l'action disciplinaire tend à l'application d'une peine. Mais ce n'est pas là une raison déterminante. Par principe, en effet, l'action disciplinaire est absolument indépendante de l'action pénale, comme l'action civile. Il faut donc écarter les motifs de choix qui tiendraient à la nature de l'action pour ne retenir que les considérations basées sur

le désir d'obtenir une bonne justice. Or, à ce sujet, il faut remarquer que la Chambre civile d'un Tribunal est beaucoup plus qualifiée pour statuer sur les poursuites disciplinaires, celles-ci mettent en effet, la plupart du temps, en jeu des questions de droit civil, de procédure absolument étrangère aux poursuites déferées au Tribunal correctionnel. Le Président qui dirige les débats de chacune de ces Chambres arrive forcément à avoir, dans les matières qui lui sont ordinairement soumises, une compétence plus éprouvée qui provient de la spécialisation dont il est l'objet. Il en est de même de ses assesseurs qui, chaque jour, se trouvent appelés à trancher des difficultés d'un même ordre. Il est donc logique de soumettre l'examen des poursuites disciplinaires à ceux qui sont habituellement appelés à trancher des difficultés de l'ordre de celles qu'elles peuvent soulever, et c'est pourquoi la compétence de la Chambre civile paraît plus justifiée en l'espèce.

La loi nouvelle devrait-elle maintenir la distinction qui a été faite par la loi de 1898 et les textes qui la précédaient, entre les fautes d'audience et les autres faits reprochables ? Nous ne le pensons pas. Déjà la loi de 1898 a fait un pas à ce sujet. Alors que l'article 103 du décret visait les fautes commises *ou découvertes* à l'audience, la loi de 1898 ne s'applique plus qu'aux fautes commises à l'audience. Il y aurait peut-être plus à faire. Le désir d'assurer la police de l'audience ne doit pas conduire à cette justice expéditive qui résulte de l'emploi de la procédure de flagrant délit en cette espèce. Il faut mettre l'officier ministériel à l'abri de l'influence que pourrait exercer sur

le Tribunal une faute immédiatement poursuivie et qui, jugée avec plus de calme, apparaîtrait vraisemblablement comme moins grave. Il faut surtout permettre à l'inculpé de préparer sa défense. Il ne s'agit pas en effet d'un individu quelconque qui vient troubler l'ordre dans la salle d'audience, il s'agit d'un officier ministériel, c'est-à-dire d'un homme qui doit être investi de la confiance de tous et auquel une sentence prononcée trop rapidement peut porter un tort énorme. Il faut que toutes les affaires qui le concernent soient soumises à une instruction sérieuse. La justice a tout à y gagner, l'ordre public n'a rien à y perdre, car la simple annonce des poursuites faites à l'audience suffira pour rétablir le calme et n'engagera pas d'une façon définitive la responsabilité de l'officier poursuivi. Compétence exclusive du Tribunal civil, suppression de la procédure de flagrant délit, telles seraient les deux premières réformes à accomplir.

La troisième devrait porter sur la procédure elle-même. La procédure en matière disciplinaire doit avant tout être simple. Il est nécessaire de supprimer toutes les formes qui ne peuvent pas être considérées, soit comme des garanties indispensables de droit de défense, soit comme des mesures nécessaires dans l'intérêt de l'efficacité de la peine. La nécessité d'une citation, les formes de cette citation, les délais de comparution devraient être précisés avec soin et, à ce sujet, le législateur pourrait s'inspirer des textes du Code de procédure civile. Il y aurait ensuite lieu de régler la marche des débats, notamment, la comparution de l'inculpé, la possibilité de se faire assister d'un défenseur, le rôle du Ministère public, la forme des enquêtes qui,

pour plus de simplicité, pourraient s'inspirer des enquêtes en matière criminelle. Enfin la réglementation porterait sur les décisions et surtout sur les voies de recours. Appel, opposition et pourvoi en Cassation seraient possibles, dans tous les cas, même pour les peines les plus légères. Les formes de l'opposition, de l'acte d'appel, du pourvoi en Cassation seraient tracées par les textes nouveaux, avec l'indication dans chaque cas des délais de déchéance. Peut-être pourrait-on adopter pour ces trois actes la déclaration au greffe adoptée en matière criminelle, qui présente autant de garanties que l'exploit d'huissier et qui est plus simple et moins coûteuse ? Enfin, la marche des débats devant les Tribunaux supérieurs devrait aussi être réglementée.

Telles sont les réformes qui nous paraissent désirables ; elles auraient pour effet d'assurer une meilleure justice, de garantir les droits des justiciables, d'entraîner l'application rapide des peines et de sauvegarder d'une façon plus efficace la dignité de chaque corps. La tâche du législateur ne serait pas bien difficile : la jurisprudence lui ont tracé, dans la plupart des cas, les règles à suivre, il lui suffirait de les réunir, de les unifier, d'en faire la loi.

VU :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

VU :

Le Président de la Thèse,

ALBERT TISSIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIAUD. — *Traité formulaire du Notariat.*
- BERTIN. — *Chambre du Conseil.*
- BOULET. — *Cours du Notariat.*
- CLERC, ARMAND DALLOZ et VERGÉ. — *Formulaire du Notariat.*
- DELACOURTRE et ROBERT. — *Traité pratique de la Discipline des Notaires.*
- DUTRUC. — *Manuel de la Responsabilité et de la Discipline des Officiers ministériels.*
- ELOY. — *Traité de la Responsabilité des Notaires.*
- FAVIER COULOMB. — *Législation du Notariat.*
- GUISAMET. — *Traité théorique et pratique de Procédure.*
- ALPHONSE LEFEBVRE. — *Traité de la Discipline notariale.*
- LEGRAND. — *Assemblées générales de Notaires et Chambres de Discipline.*
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire des Parquets.*
- MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence.*
- MOLLOT. — *Règles sur la profession d'Avocat.*
- ACHILLE MORIN. — *Traité de la Discipline.*
- ROLAND DE VILLARGUES. — *Répertoire de la Jurisprudence du Notariat.*
- ROUSSEAU et LAISNEY. — *Dictionnaire de Procédure.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I ^{er} .	
Définition de l'action disciplinaire.....	9
Indépendance de l'action disciplinaire.....	9
De l'influence de la chose jugée.....	12
CHAPITRE II.	
ETENDUE DE L'ACTION DISCIPLINAIRE.....	22
Actes antérieurs à l'exercice de la profession.....	22
Actes accomplis au cours des fonctions.....	29
Intervention de l'action disciplinaire après la cessation des fonctions.....	35
CHAPITRE III.	
DES TRIBUNAUX COMPÉTENTS.....	38
Notaires.....	38
Avoués et huissiers.....	51
CHAPITRE IV.	
DE LA PROCÉDURE.....	57
1 ^o <i>Chambres de Discipline</i>	57
De la citation.....	57
Comparution de l'inculpé.....	60
Instruction de l'affaire.....	64
De la récusation.....	65
De l'enquête.....	67
De la lecture du rapport et des réquisitions du Syndic...	69
Des décisions des juridictions disciplinaires.....	70

	Pages
2° <i>Des Tribunaux</i>	83
Procédure	83
Citation	88
Comparution de l'inculpé	90
Instruction de l'affaire	92
Décisions du Tribunal	104

CHAPITRE V.

VOIES DE RECOURS	106
<i>Opposition</i>	106
Cas dans lesquels existe le droit d'opposition	106
Formes et délais de l'opposition	108
Effets de l'opposition	111
<i>Appel</i>	112
<i>Pourvoi en Cassation</i>	113
<i>Recours en grâce</i>	118
CONCLUSION	119
BIBLIOGRAPHIE	129



